



Cofinancé par
l'Union européenne



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



**DOCUMENT DE
CAPITALISATION**

Le projet :

Le défi de la crise oubliée au Tchad : les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre

Durée :

68 mois, janvier 2019 - août 2024

Budget total :

5.883.805,85 €

Zones d'intervention :

Six provinces du Tchad : N'Djamena, Logone Oriental, Logone Occidental, Moyen Chari, Mandoul et Salamat

Objectif Général :

Contribuer à l'égalité hommes femmes et à l'émancipation des femmes et des jeunes filles au Tchad

Objectif Spécifique :

Les Organisations de la Société Civile (OSC) Tchadiennes utilisent les connaissances acquises et leurs capacités renforcées pour prévenir toutes formes de violences (VSS) contre les filles et les femmes et pour promouvoir une culture des droits

Résultat principaux :

- **181 projets** financés à 135 OSC
- **Plus de 260.000** bénéficiaires des projets financés, 90% femmes
- **Plus de 200** membres des OSC formés sur la gestion des projets et sur la lutte et prévention des VBG



Crédits

Cette publication a été réalisée et mise en page par l'**ONG ACRA** en juin 2024



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Le projet :

Le défi de la crise oubliée au Tchad : les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre

Durée : 68 mois, janvier 2019 - août 2024

Budget total : 5.883.805,85 €

Zones d'intervention : Six provinces du Tchad : N'Djamena, Logone Oriental, Logone Occidental, Moyen Chari, Mandoul et Salamat

Les partenaires :



ACRA est une organisation non gouvernementale, laïque et indépendante, engagée depuis plus de 50 ans dans la coopération internationale, la protection des droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. ACRA est née au Tchad en 1968.



Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF) : représente un réseau de 1287 OSC travaillant pour contribuer à l'éradication de toute forme de discrimination des femmes et au renforcement des capacités des OSC affiliées en droits de femmes, éducation, santé reproductive, leadership politique.



FAWÉ Tchad (Forum des éducatrices africaines) : ONG du réseau panafricain, œuvre pour l'autonomisation des femmes/filles à travers l'éducation sensible au genre.



Centre de Recherche en Anthropologie et Sciences Humaines (CRASH) : créé pour promouvoir les recherches scientifiques dans les domaines des sciences humaines.



Radio Associative FM Liberté : fondée par une plate-forme d'associations de défense des droits de l'homme (2000), a su s'imposer comme espace de liberté, défense de la démocratie, débat politique et d'information générale et a fait de droits humains sa ligne éditoriale.



Objectif général

Contribuer à l'égalité hommes-femmes et à l'émancipation des femmes et des jeunes filles au Tchad

4 Résultats :

1. Les capacités des OSC

d'identification, de conception, et de mise en œuvre au niveau opérationnel et financier des projets pour la prévention des violences sur les femmes sont renforcées.

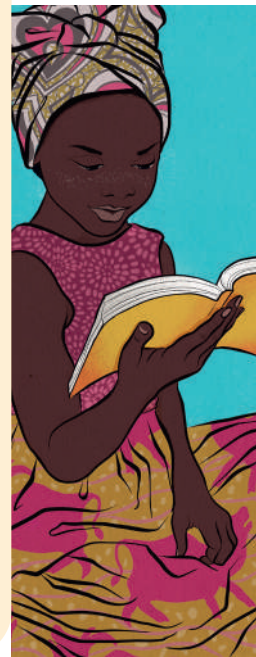
Résultats principaux :

- 129 projets financés et mis en œuvre par 124 OSC tchadiennes dans les six provinces d'intervention, pour un total de 2.229.851 € ;
- 266.601 bénéficiaires directs des projets financés, 90% femmes.
- 296 membres des OSC, 71% femmes, formés sur les procédures FED et les mécanismes de subventions.



Objectif spécifique

Les Organisations de la Société Civile (OSC) Tchadiennes utilisent les connaissances acquises et leurs capacités renforcées pour prévenir toutes formes de violences (VSS) contre les filles et les femmes et pour promouvoir une culture sur les droits.



2. Les OSC ont acquis des compétences et stratégies sur l'Approche fondée sur les droits humains (HRBA) pour les appliquer dans l'implémentation des projets de prévention primaire des violences (VSS) et de protection des femmes et des jeunes filles.

Résultats principaux :

- 3.260 personnes de communautés formées sur les droits, 56% femmes ;
- 9 Ateliers multi-stakeholder d'échange annuels et partage des stratégies de protection et prévention des violences ;
- 197 membres des OSC, 45% femmes, formés sur l'Approche fondée sur les droits humains (HRBA) ;
- 10 bourses d'études financées aux étudiants en Master II pour les projets de recherche.



3. Des modèles de protection contre les violences et l'exploitation des femmes et des filles et de lutte contre les pratiques discriminatoires dans les zones accueillant les réfugiés centrafricains sont expérimentés et partagés avec les OSC impliquées

Résultats principaux :

- 4 Modèles pilotes de prévention et protection/prise en charge des victimes dans 4 zones d'accueil des réfugiés. Les modèles pilotes sont de mécanismes de prévention et protection des victimes des VBG qui ont été élaborés avec UNHCR sur la base des gaps existants à niveau des mécanismes de prévention et protection dans les zones de réfugiés et retournés de Goré, Haraze, Maro et Moissala. Les projets ont touché les bénéficiaires autochtones résidents dans les centres urbains et les zones environnantes comme les réfugiés centrafricains des sites de Dosseye, Amboko, Gondjé, Doholo, Moyo,

Belom, et les sites d'accueil des réfugiés de Moissala, de Diba, de Vom et les retournés dans les sites de Danamadja et Kobiteye ;

- 140 kits d'urgence distribués à 280 femmes réfugiées arrivées en février 2021 dans les sites de Doholo et Gondjé pour un total de 22.000 € ;
- 52 projets financés à 28 OSC pour un total de 643.793 € ;
- 15.000 bénéficiaires totaux, 63% femmes et filles, des 4 modèles pilotes, à savoir : Modèle de protection des victimes des SGBV : médical/psychologique (gynécologue, infirmière, kit HIV-IST), juridique (suivi légale des cas), économique (soutien matériel), modèle de prise en charge économique : bourses d'étude, modèle de prévention : soutien matériel aux femmes vulnérables et modèle de contribution communautaire au système de prévention et protection : Sécurisation en milieu scolaire (latrines scolaires et lumières, lampes solaires, kit hygiène).



4. Les OSC ont capitalisé les outils et les données des bonnes pratiques pour les actions de plaidoyer sur les droits des femmes, des filles et contre les violences de genre.

Résultats principaux :

- 11 bonnes pratiques identifiées ;
- Plus de 3.000.000 de personnes touchées chaque année avec les campagnes de sensibilisation nationales « Ensemble contre les violences basés sur le genre : ensemble nous pouvons ! Quel est ton rôle ? » (2022), « 1 femmes sur 3, c'est 1 de trop ! Contre les VBG, ensemble nous pouvons ! » (2023) ;
- Création de la bande dessinée « *Un parcours fait d'embûches : histoires des femmes du cœur d'Afrique* » réalisée grâce à la collaboration entre l'artiste tchadienne Salma Khalil et l'artiste italienne Alice Milani, pour la sensibilisation contre les VBG ;
- 1 forum international organisé à N'Djamena, participations à 3 forums internationaux (Plateforme Tchad, 2022 et 2023, Symposium international sur l'égalité et l'équité de genre en Afrique, 2023) ;
- Plateforme base des données.



Crédits

Cette publication a été réalisée et mise en page par l'ONG ACRA - www.acra.it



www.acra.it/bandedessineetchad

Cette publication a été réalisée à travers l'appui de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ACRA et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Union Européenne.

Contexte :

Inégalité de genre et violences basées sur le genre au Tchad et crise oubliée



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Introduction

Qu'est-ce que c'est la capitalisation des bonnes pratiques ? L'Union Européenne définit la capitalisation comme « *un processus d'acquisition, de collecte, d'organisation et d'analyse de l'information relative à une expérience donnée, en vue d'en tirer des enseignements et de les partager en utilisant des supports adaptés* »¹, tandis que les bonnes pratiques sont les « *stratégies, démarches et/ou activités qui, suite à des recherches et évaluations, se sont avérées efficaces, efficientes, durables et/ou transférables et qui débouchent le plus souvent sur le résultat escompté* »².

Le but de la capitalisation est d'identifier les bonnes pratiques qui peuvent être reproduites dans d'autres contextes et permettre de mieux orienter les futures interventions. Pour identifier et capitaliser les bonnes pratiques il faut donc faire le tri entre le grand nombre d'informations qui ressortent pendant un projet de développement et choisir les pratiques et stratégies les meilleures. La FAO recommande une bonne coordination entre les acteurs du projet, en soulignant que les informations sur les bonnes pratiques sont produites pendant le déroulement des activités et peuvent aider à mieux cibler les activités du projet et renforcer ses résultats³.

Les priorités pour une capitalisation efficace sont la **préparation d'un system de suivi** capable d'identifier les informations pertinentes qui ressortent dans les activités des différents acteurs du projet, la **préparation des outils et activités qui puissent renforcer l'action des différents acteurs du projet**, ainsi que leur capacité d'archiver et utiliser les enseignements appris pour des nouveaux projets.

Ce rapport a le but d'expliquer la méthodologie utilisée pour la capitalisation et résumer les bonnes pratiques qui sont ressorties des activités du projet cofinancé par l'Union Européenne « *Le défi de la crise oubliée au Tchad : les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre* » contrat n. HUM/2018/400-608. Dans ce rapport, il sera présentée la méthodologie utilisée pour la collecte des données, ainsi que les principales bonnes pratiques ressorties et les modèles de projets pilotes expérimentés pendant la mise en œuvre des activités.

1. Délégation de l'Union Européenne au Mali, Capitaliser sur la mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Partage d'expériences issues de projets ONG co-financés par l'Union européenne au Mali, Bamako: 2013

2. https://migrant-integration.ec.europa.eu/index.php/page/what-are-good-practices_fr

3. FAO, Les bonnes pratiques à la FAO : Une démarche de capitalisation d'expériences pour un apprentissage continu, 2013



La capitalisation des bonnes pratiques dans le projet

Conformément aux indications de l'UE et de la FAO, **les potentielles bonnes pratiques** ont été **monitorées tout au long du projet**, avec des activités dédiées et des outils d'analyse spécifiques, comme les sections dédiées dans les rapports d'activité et la fiche de collecte des bonnes pratiques.

Pour faire ça, des **ateliers de réflexion ont été organisés** dans lesquels il a été demandé aux OSC subventionnées elles-mêmes de réfléchir sur les activités qu'elles avaient mises en pratique afin de **comprendre quelles étaient les meilleures pratiques** réalisées. Pour compléter le travail, ces informations ont été croisées avec celles qui sont ressorties pendant les focus groupes faits avec les bénéficiaires finaux des projets.

L'objectif principal du travail de capitalisation était de valoriser les stratégies développées sur le terrain pour résoudre des problèmes spécifiques et qui pourront être appliquées dans autres contextes similaires.

Les stratégies ont été donc récoltées et traduites en pratiques répétables pour toutes interventions futures.

Cet objectif a été atteint tiff à travers quatre stratégies principales :

- une **section sur les bonnes pratiques pour chaque rapport d'activité**, afin de disposer en temps réel d'éléments de réflexion sur cet aspect ;
- des **rencontres régulières avec tous les partenaires du projet** (CELIAF, CRASH, FAWE, Radio FM liberté) pour concevoir ensemble les stratégies de capitalisation des bonnes pratiques à implémenter ;
- une série d'**activités visant à analyser et à collecter des données**, qui ont contribué à enrichir l'ensemble des informations à capitaliser ;
- les **ateliers participatifs avec les OSC subventionnées et focus groupes** avec les bénéficiaires finaux, pour collecter des données spécifiques par les acteurs principaux engagés dans les activités du projet.

La collecte des données pendant les activités du projet : études, cartographies et mémoires

Les **premières activités** ont consisté à **collecter des données qualitatives et quantitatives** précises et à jour afin de mieux orienter les activités des associations partenaires. Dans un premier temps il a été réalisé une étude qualitative et une étude quantitative, dans lesquelles **les parties prenantes** - OSC, mais aussi autorités et leaders locaux - ont **indiqué lesquelles peuvent être les bonnes pratiques** généralement mises en œuvre lors des activités de lutte contre les violences de genre.

Par la suite, **le projet a créé une cartographie des OSC existantes**, afin d'évaluer leurs forces et leurs faiblesses. Au total, 971 OSC ont été cartographiées :

Provinces	Total OSC cartographiées
Logone Occidental (province)	90
Logone Oriental (province)	269
Mandoul (province)	152
Moyen Chari (province)	188
N'Djamena (Province)	161
Salamat (province)	111
Total	971

La cartographie a permis d'intégrer les analyses contextuelles avec des informations détaillées sur les OSC existantes. Ces informations ont été discutées avec les partenaires, qui ont été toujours impliqués et ont aussi exposé leurs points de vue sur les possibles bonnes pratiques et la modalité de gérer la capitalisation du projet.

Ces activités ont **permis d'avoir une première idée de quels sont les principaux défis** auxquels se trouvent confrontées les OSC actives **dans la lutte contre les VBG** et une idée de ce qui est déjà considéré comme de bonnes pratiques à cet égard.

Enfin, le projet a soutenu la **finalisation de mémoires de master** sur des sujets liés

au domaine d'intervention: **10 étudiants tchadiens, 5 hommes et 5 femmes**, ont étudié différents sujets pertinents et finalisé une mémoire.

- Ci-dessous les thématiques et zones géographiques des mémoires réalisées :
- Accès des femmes à la terre dans la Nya Pende
 - Accès des femmes à l'héritage au Moyen Chari
 - Implication des femmes dans les affaires familiales dans le Logone Oriental
 - Division du travail domestique au Salamat
 - Représentation sociale du viol à N'Djamena
 - Mutilation génitale à Koumra (Mandoul)
 - Violences basées sur le genre à N'Djamena
 - Inégalités et violences basées sur le genre à N'Djamena
 - Communication sociale à Am Timan (Salamat)
 - Violences contre les femmes au Salamat

Nombreux sujets abordés ont émergé lors des discussions avec les OSC. Pour ces raisons, les dialogues entre étudiants et associations sur le terrain ont été promus comme étant mutuellement bénéfiques pour les deux parties. Cependant, à ce niveau de recherche, les informations étaient assez générales et celles indiquées comme « bonnes pratiques » étaient des stratégies assez connues.

Même si ces données ont été précieuses pour orienter les actions du projet et suivre les bonnes pratiques, d'autres activités plus spécifiques auraient été nécessaires pour identifier et capitaliser les bonnes pratiques du projet. Ainsi, si les informations recueillies à ce niveau ont permis de dégager quelques thèmes principaux et d'orienter l'attention vers des problèmes spécifiques, **le moment le plus important pour valoriser les bonnes pratiques apparues sur le terrain a été les réunions avec les OSC et les bénéficiaires à la fin des activités.**

La collecte des données : ateliers et focus groupes

Les **moments principaux de collecte d'informations** pour identifier et capitaliser les bonnes pratiques du projet ont été **les réunions avec les acteurs principalement impliqués dans l'activité** : les OSC qui ont mis en œuvre les activités et les bénéficiaires directs des activités. Avec les OSC une **série d'ateliers participatifs** a été organisée afin de comprendre quels étaient les principaux défis auxquels elles se sont retrouvées confrontées sur le terrain et quelles pratiques ont permis de les surmonter. Avec les bénéficiaires, des focus groupes ont été réalisés pour comprendre de leur point de vue sur les bénéfices qu'ils ont reçus.

Les **ateliers participatifs** ont été **l'outil principal pour comprendre et reconstruire les bonnes pratiques développées par les associations subventionnées au cours des activités**. Pendant deux missions - en novembre 2022 et mai 2023 - au total 7 ateliers ont eu lieu, en impliquant **102 associations pour le partage, l'échange et la collecte des bonnes pratiques des microprojets**.

Lieu	Date	Nombre d'OSC
N'Djamena	11 novembre 2022	6
Koumra	15 novembre 2022	9
Maro	17 novembre 2022	6
Gore	19 novembre 2022	12
N'Djamena	3 mai 2023	27
Koumra	6 mai 2023	18
Moundou	8 mai 2023	24

Nous avons choisi la méthode de l'atelier pour disposer d'un **espace de réflexion ouverte** avec les associations dans lequel **discuter ensemble du sens des « bonnes pratiques »** et de la **manière dont les activités qu'elles mettent en œuvre ont pu développer des bonnes pratiques à reproduire**. Les ateliers ont été organisé en trois phases : dans la première, nous avons réfléchi sur **le concept de bonne pratique** et donné un exercice pour comprendre comment identifier une bonne pratique. Dans une deuxième phase, les OSC ont réfléchi sur **les principaux défis et leurs solutions dans les activités du projet** en petits sous-groupes partagés selon la similarité des thématiques de leurs projets.

Enfin, les groupes ont **présenté leurs défis et solutions et les ont discutés** avec les autres groupes. Dans la procédure d'identification nous avons **demandé aux OSC d'identifier** : **1) les défis rencontrés** pendant les activités **et 2) les solutions développées** pour ces défis pour enfin réfléchir sur **3) des potentielles bonnes pratiques** à trouver dans les solutions, selon le schéma suivant :



Cette structure avait le but de conduire les participants dans leurs discussions et faciliter leur focalisation sur les sujets les plus pertinents. A la fin des ateliers nous avons remis un **formulaire décrivant une bonne pratique** à toutes les OSC présentes, en leur **demandant d'intégrer via le formulaire toute pratique qui n'aurait pas été suffisamment valorisée lors de l'atelier**. Au total nous avons reçu **40 fiches** dont les analyses intégraient les informations recueillies lors des ateliers. Enfin, en avril 2024, nous avons organisé **trois focus groupes** à N'Djamena, Goré et Koumra, auxquels ont participé 40 personnes. Les focus groupes ont été réalisés avec les bénéficiaires finaux des projets mis en œuvre par les OSC subventionnés. Les participants ont d'abord discuté librement entre eux des **principaux changements apportés par les projets**, confirmant en partie l'importance des thèmes qui ont émergé dans les ateliers, surtout en ce qui concerne la nécessité d'espaces de discussion sûrs et l'importance de se concentrer sur l'autonomisation des femmes. Dans un deuxième temps, nous avons **recueilli quelques témoignages personnels** pour avoir une idée plus concrète et détaillée de l'impact que les activités peuvent avoir sur les individus et, par conséquent, quelles pratiques se sont effectivement avérées de qualité et méritent d'être capitalisées et reproduites. Dans la section suivante, les **principaux défis apparus et les bonnes pratiques qui ont permis de les résoudre** sont présentés en détail.

Défis et bonnes pratiques du projet



Pendant les ateliers, les participants ont identifié une variété des défis et des solutions pour les résoudre qui peuvent être considérés des bonnes pratiques.

Ces propositions ont été ensuite classifiées dans des catégories générales et discutées entre les partenaires ainsi que dans le comité de pilotage du projet du mai 2023. **6 défis principaux ont été identifiés :**

- Transmission de message
- Relations avec les autorités
- Implication sociale et respect des femmes
- Choix et implication des acteurs
- Réticence à dénoncer les VBG
- Support aux victimes de VBG

Pour chaque défi, nous avons identifié des possibles bonnes pratiques, pour un total de 11 bonnes pratiques. Ici le tableau qui résume les principaux défis et bonnes pratiques identifiés dans les ateliers qui ont permis aux associations de solutionner les défis identifiés.

Il faut remarquer que **défis et solutions sont souvent connectés les uns avec les autres de façon complexe.** Les distinctions défis - bonnes pratiques que nous proposons ici sont des distinctions souples qui visent à mieux contextualiser comment les bonnes pratiques ont été identifiées, mais qui, à cause de leur caractère empirique, peuvent être révisées et réajustées en fonction des besoins spécifiques de chaque contexte.

Défi	Bonne pratique
Transmission de message	Utilisations des images et sketch
	Utilisations des langues locales pour vulgariser les textes juridiques
Relations avec autorités au niveau local	Implication active du début des activités
	Sensibilisations ciblées pour certains problèmes particuliers
Choix et implication des acteurs à niveau local	Identification des jeunes leaders au niveau local
	Identifications et soutien communautaires des sujets les plus vulnérables
Implication sociale et respect des femmes	Sensibilisations locales sur l'accès à la terre
	Partenariat avec hôpitaux et écoles
Réticence à dénoncer les VBG	Création des espaces pour garantir la confidentialité
	Création de réseaux communautaires
Support aux victimes de VBG	Support des médias contre l'impunité

Défi 1

Transmission de message

Dans des nombreuses réalités tchadiennes il est **difficile de discuter de la violence basée sur le genre et, par conséquent, de faire passer des messages à ce sujet**. Il est souvent mentionné comme le premier défi, celui auquel il faut penser avant même de commencer les activités sur le terrain. C'est une problématique qui s'articule sur **plusieurs dimensions**.

Un premier problème est la **compréhension de l'idée de violence basée sur le genre (VBG)**: certaines pratiques que les textes juridiques et les associations considèrent comme formes de violence, sont perçues sur le terrain comme normales et donc pas en tant que violence. Il s'agit d'un grand problème surtout pour ce qui concerne les violences au niveau familial.

Ce problème a été **signalé aussi dans les mémoires de master** qui ont analysé les hiérarchies familiales et les pratiques qui légitiment ces hiérarchies, et il est à la base des **deux défis connectés** à ça et qui impactent sur la diffusion des messages de sensibilisation : **le risque d'une perception sociale négative des messages sur l'égalité de genre et le manque de connaissance sur les possibilités pour les victimes de violence**. En fait, le risque dans les sensibilisations ainsi que dans la création des comités de suivi pour les VBG est qu'ils soient perçus comme des obstacles à la paix familiale, en ayant un impact négatif sur les acteurs qui travaillent sur le terrain et en rendant encore plus difficile l'accès aux informations juridiques nécessaires aux femmes et filles victimes de VBG pour avoir protection. Les **associations ont développé des bonnes pratiques** pour la diffusion des messages, comme **l'utilisation des images et de sketch et leur vulgarisation** dans les langues locales. Ces pratiques peuvent faciliter la compréhension des causes et conséquences des violences et des stratégies qui peuvent être mises en place pour les prévenir ou les arrêter, y compris les possibles voies légales à parcourir.

Défi 2

Relations avec autorités

L'engagement des autorités locales - officielles, coutumières, religieuses - dans les activités du projet est **un défi important et insidieux dans tous les projets**, mais dans le cadre d'un projet de lutte contre les VBG, il s'agit d'un aspect crucial : du moment que souvent il y a une sensibilité sociale assez patriarcale dans les zones d'intervention, arriver à **mobiliser les autorités locales est un résultat qui peut faire la différence**. Au contraire, un manque d'intérêt – ou pire, une ouverte opposition – des autorités aiderait les dynamiques patriarcales déjà dominantes. Au Tchad c'est un défi très délicat, car **la grande majorité des autorités sont des hommes** et il y a un risque qu'ils ne soient pas très sensibles à la question des violences basées sur le genre, alors qu'ils jouent un rôle potentiellement fondamental à cet égard. Les associations n'ont pas toujours réussi à trouver une solution efficace, mais il y a deux pratiques qui sont ressorties : **l'implication des autorités dès les premières étapes du projet** ainsi que la préparation de **campagnes de sensibilisation ciblées** pour ce qui concerne la thématique et le moment de réalisation de la campagne.

Défi 3

Choix et implication des acteurs

Les défis précédents se sont concentrés sur l'importance de développer des stratégies pour impliquer les autorités au niveau local et sur la difficulté à transmettre les messages sur le terrain. Connectés à ces deux problèmes, il y a un enjeu qui est ressorti dans tous les ateliers : **la capacité d'orienter les actions envers des acteurs pertinents**, donc, d'impliquer des acteurs - **activistes, leaders, personnes ressources** - qui aient la capacité **d'aider à la transmission des messages et de faciliter les échanges** entre les couches plus marginalisées et vulnérables de la population et les acteurs - autorités, avocats, institutions - capables de donner un support effectif et durable.

Plusieurs projets ont donné des bons résultats grâce à la capacité de bien comprendre les différents acteurs locaux et les impliquer de façon pertinente et équilibrée. L'identification de leaders reconnus sur le terrain et l'engagement des communautés pour comprendre localement les couches de la société les plus exposées au risque de violence et de marginalisation sont des pratiques qui ont permis un engagement plus efficace des populations locales.

Défi 4

Implication sociale et respect des femmes

Si les défis résumés jusqu'à présent concernent principalement la phase de démarrage des actions contre les violences basées sur le genre, la marginalité et le **manque de respect dont souffrent les femmes dans certains contextes sociaux constituent un problème transversal** qui se manifeste et est abordé dans toutes les phases du travail. Les femmes ont souvent beaucoup de responsabilités mais un **faible pouvoir dans le foyer**, une possibilité de gérer leurs revenus réduite et un contrôle de la terre qui travaillent assez faible sinon absent. Parfois, ces restrictions constituent des **violations flagrantes des lois écrites**, telles que la propriété foncière, la répartition de l'héritage, les mariages précoces

ou forcés, la discrimination à l'école, où des **pratiques sociales reconnues localement peuvent être appliquées au mépris des lois nationales**. Pour remédier à ce problème,

deux bonnes pratiques principales ont émergé : la sensibilisation aux droits d'héritage et fonciers et l'implication d'institutions clés - telles que les écoles ou les hôpitaux - dans les activités du projet, afin de renforcer le rôle socio-économique des femmes dans différents domaines.



Défi 5

Réticence à dénoncer les VBG

Le problème de la réticence est lié aux certaines difficultés que nous avons vu dans les réflexions sur la transmission du message : souvent les femmes et filles victimes des VBG ont des **grandes difficultés à reconnaître la violence** et, même si elles arrivent à la reconnaître, la dénonciation ou autres actions directes contre l'auteur de la violence sont difficiles à prendre. Si la violence est perpétrée au niveau familial, la difficulté est encore majeure. Les associations ont développés des **bonnes pratiques spécifiques pour l'identification des violences** en partenariat avec des institutions clés et des **bonnes pratiques pour le support** de celles qui décident de dénoncer les violences ou ont besoin d'un espace sécurisé pour réfléchir et comprendre la meilleure façon de gérer leur situation.

Défi 6

Support aux victimes des VBG

Tandis que les associations ont trouvés les bonnes pratiques pour l'identification des violences assez efficaces, **pour ce qui concerne le support durable et continu aux survivantes de violence, le problème est plus complexe** et les associations rencontrent plus des difficultés, principalement pour le besoin de support financier continu que peu d'associations sont à mesure de garantir. Il faut aussi remarquer comme **la dimension psychologique du problème est difficile à prendre en charge à cause des manques des compétences et pénuries des structures dans ce domaine**. La création des forts réseaux de support sur le terrain et le travail au niveau de media contre l'impunité sont les pratiques développées pendant le projet qui ont permis aux OSC d'obtenir des résultats importants même dans les limites de capacités pratiques et financières auxquelles doivent souvent faire face.

Après avoir identifiés les défis, les associations ont expliqués comment elles ont essayé de les résoudre. Par la suite, nous avons réfléchi à leurs solutions, en essayant de dessiner, à partir de ces initiatives pratiques qui ont émergé sur le terrain, les **11 bonnes pratiques** qui pourront être reproposées dans de futurs projets sur cette question.

Crédits

Cette publication a été réalisée et mise en page par l'**ONG ACRA** - www.acra.it



**OSC QUI ONT PARTICIPE AUX ATELIERS
DE CAPITALISATION**



Cette publication a été réalisée à travers l'appui de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ACRA et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Union Européenne.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Cofinancé par
l'Union européenne



La capitalisation des appels pilote dans le sud du Tchad

**Contexte : Inégalité de genre et
violences basées sur le genre au
Tchad et crise oubliée**

Les violences basées sur le genre (VBG) sont un problème omniprésent entre toutes les communautés tchadiennes, et qui s'est exacerbé en période de crise conflictuelle issue des pays voisins tels le Nigeria, la Centrafrique et le Soudan.

Définie comme la violence dirigée spécifiquement contre une personne en raison de son sexe, la violence sexuelle et basée sur le genre constitue à tous égards une grave violation des droits et de la dignité humaine qui affecte les femmes et les hommes mais de façon disproportionnée, en conséquence des facteurs socio-culturels qui impactent surtout sur les femmes en manière négative. Les VBG compromettent tout effort de développement socioéconomique et, malgré l'existence d'instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux de protection, elles continuent à être perpétrées.

La réalité au Tchad en matière d'égalité de sexe présente un environnement où les droits des femmes et des filles sont loin d'être garantis, l'indice d'inégalité de genre du PNUD 2022 a une valeur de 0,671 qui positionne le Tchad en 163^{ème} position sur 193 pays.

Les données produites par l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples 2019, réalisé par l'institut de statistique tchadien INSEED et UNICEF, montrent qu'au Tchad 23 % des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans et 65 % avant les 18 ans ; 38% des femmes de 15-49 ans ont subi des mutilations génitales féminines et également, une femme tchadienne sur trois déclare d'être victime de violence physique et 12% des femmes tchadiennes subissent des violences sexuelles chaque année.

La situation des femmes au Tchad constitue déjà une crise, exacerbée par la situation géographique du Pays que l'expose à l'effet déstabilisateur de l'insécurité transfrontalière, la guerre au Soudan représente seulement le dernier facteur d'instabilité dans la région.

En effet, depuis 2003 la crise du Darfour et la crise de la République Centrafricaine, amènent au Tchad milliers de réfugiés et retournés, c'est à dire les tchadiens qui

étaient établis dans ce Pays et qui ont été obligés à retourner dans leur Pays natal où ils sont désormais des étrangers.

On parle donc d'une **crise dans la crise**, parce que la crise des réfugiés non seulement s'ajoute à la crise de l'inégalité de genre, mais l'exacerbe. Dans le cas de la crise des réfugiés centrafricains on parle aussi de **crise oubliée**.

La Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO) définit une crise oubliée comme :

« une situation de crise humanitaire grave et prolongée causée, par exemple, par une catastrophe naturelle, le changement climatique, un conflit armé, une crise économique ou, souvent, une combinaison de causes multiples. La population, déjà pauvre et vulnérable, ne reçoit que peu ou pas d'aide internationale et la situation de crise est peu médiatisée. Les crises oubliées (ou équivalentes) sont considérées comme le résultat direct du manque d'intérêt des médias, de la société et des politiciens, ce qui entraînerait une diminution des ressources financières »

Ces contextes de crise ne sont généralement pas le résultat d'un « choc » soudain, mais sont plutôt prolongés, se développent progressivement et sont une combinaison de facteurs complexes et variés, ce qui signifie qu'ils se déroulent souvent dans des régions touchées par des conflits qui sont simultanément affectées par des risques naturels.

La crise des réfugiés et retournés centrafricains est tellement prorogée dans le temps qu'elle est devenue à tous les effets une crise oubliée, en outre, dans les années d'autres crises ont surgi, en limitant les fonds pour les interventions en faveur des réfugiés et retournés centrafricains, et limitant aussi la couverture médiatique dédiée à la situation.



1. Focus Centrafrique : une situation de crise longue 20 ans

Comme déjà mentionné la République Centrafricaine (RCA) connaît un état de crise depuis le coup d'état du 2003. Ce coup d'état a causé une première guerre civile, commencée entre la fin du 2003 et début 2004 et terminée en 2007. L'instabilité politique du pays a amené à une nouvelle guerre civile en 2012 résultant en un coup d'état en mars 2013 qui n'a pas fait cesser les conflits internes qui continuent jusqu'au présent.

Cette situation de crise se reflète dans les pays voisins, notamment la République Démocratique du Congo, le Cameroun et le Tchad. En ce dernier en particulier sont actuellement présents **134.485 réfugiés** centrafricains (UNHCR, 2024) avec un pourcentage de 53,6% des femmes et 46,4% des hommes, concentrés dans les provinces du Logone Oriental, Moyen Chari, Mandoul et Salamat, répartis entre 6 camps et 18 villages. La province qui accueille le plus grand nombre de réfugiés centrafricains est le Logone Oriental et en particulier les camps situés autour de la ville de Goré, où vivent 65.752 réfugiés, suivi par la province du Moyen Chari, avec les camps situés autour de la ville de Maro où sont présents 38.483 réfugiés. Les provinces du Mandoul et Salamat, accueillent respectivement 17.943 et 10.073 réfugiés dans les camps autour de Moissala (Mandoul) et Haraze (Salamat).

Au-delà des réfugiés, il faut considérer aussi la population retournée. Il s'agit des tchadiens qui s'étaient établis en RCA et que, en conséquence de l'instabilité du Pays, ont été obligés à revenir à leur pays d'origine, mais sans pouvoir avoir le statut de réfugié et le réseau social nécessaire à leur réinsertion, pareillement délicate en situation de crise. Les retournés se concentrent dans les deux provinces du Logone Oriental (33.817 personnes) et Moyen-Chari (43.833 personnes).

Les sites d'accueil font face aux mêmes problématiques existantes dans le reste du pays, mais qui sont ici amplifiées, et liées surtout à la prévention des violences, à la protection des femmes et à l'appui matériel aux femmes ayant subi une violence.

2. La réponse à la crise humanitaire: intervention étatique et des organisations humanitaires

La gestion de la crise des réfugiés a vu l'implication de différents acteurs, étatiques et non-gouvernementaux, et en particulier : la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et de Rapatriés (CNARR), le Détachement pour la Protection des Humanitaires et des Réfugiés (DPHR), l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANATS) et l'UNHCR. Ces acteurs ont assuré la première réponse à la crise des réfugiés mettant en place les camps, assurant leur administration ainsi que la protection des réfugiés et en gérant toute opération d'identification, enregistrement et transfert des réfugiés et retournés.

Dans les contextes de crise c'est surtout UNHCR qui assure la première réponse, en fournissant les abris, de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux aux personnes contraintes de fuir les conflits et les persécutions, en mettant donc en place le système d'accueil qui sera après géré par UNHCR en collaboration avec

ses partenaires, qui assurent les services à l'intérieur des camps et sites.

Table des principaux partenaires d'UNHCR au Tchad et leur intervention dans les camps de Goré, Moissala, Maro et Haraze en 2024¹.

PARTENAIRES DU HCR AU TCHAD (15)	
Institutions gouvernementales	
ANATS	Agence Nationale des Titres Sécurisés
CNARR	Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des rapatriés
ONGs Internationales	
ACRA	Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina
AIRD	African Initiatives for Relief and Development
CIAUD	Comité International pour L'Aide d'Urgence et le Développement
INTERSOS INTERSOS Tchad	
IRC	International Rescue Committee
JRS	Jesuit Refugee Service
LMI	Läkarmisjonen International
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
WVI	World Vision International
ADES	Agence de Développement Economique et Social
ONGs Nationales	
APLFT	Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales du Tchad
CRT	Croix Rouge du Tchad
SECADEV	Secours Catholique et Développement

ACTIVITÉS	
	Administration des camps
	Logistique
	Protection légale / Assistance juridique
	Mobilisation communautaire
	Protection de l'enfance
	Violence basée sur le genre (VBG)
	Education
	Education tertiaire (DAFI)
	Suivi des personnes à besoins spécifiques (PBS)
	Appui à la citoyenneté et prévention de l'apatridie
	Monitoring et sensibilisation de la migration mixte / des frontières
	Abris et infrastructures
	Santé/VIH/Sida
	Nutrition
	WASH
	Distribution générale de vivres et non-vivres
	Appui aux moyens de subsistance
	Protection de l'environnement
	Accès à l'énergie

1. UNHCR Tchad, février 2024

En raison de la particularité de l'action, un système d'accueil fonctionnel doit se baser sur ces principes fondamentaux :

1. Encourager l'intégration des populations déplacées, réfugiées au sein des communautés hôtes ;
2. Améliorer l'accès aux services sociaux de base à travers la consolidation des structures locales déjà existantes ;
3. Renforcer les moyens d'existence des populations, en vue de leur autosuffisance et relancer le développement local ;
4. Assurer une réponse adéquate aux besoins les plus urgents des populations, prérequis essentiel pour l'adoption d'une approche intégrée et la transition vers des interventions à moyen et long termes.

Le système d'accueil est un système délicat et complexe, qui très souvent s'insère dans des contextes qui sont déjà instables. La collaboration entre les différentes associations et organisations est fondamentale pour assurer une réponse adéquate et qui puisse prendre en considération toutes les nécessités des réfugiés et retournés, qui sont pour la plupart des femmes. La double condition femme et réfugiée/retournée les expose davantage aux risques de subir toutes formes des violences. En outre, la précarité économique qui touche davantage les femmes au Tchad s'aggrave encore plus dans les cas des femmes réfugiés/retournés qui ont des difficultés majeures à trouver un emploi en l'exposant plus au risque d'exploitation.

C'est en fonction de cette condition de double vulnérabilité qu'UNHCR a préconisée une approche de prise en charge des survivantes² holistique qui intègre 5 secteurs, à savoir :

- la gestion clinique des viols et autres violences basées sur le genre ;
- le soutien psychosocial ;
- l'accompagnement juridique et judiciaire ;
- l'appui matériel ;
- la sécurité et sureté.

Cependant cette approche rencontre quelques difficultés dans sa mise en œuvre. Certains aspects, comme le soutien psychosocial et l'accompagnement juridique, rencontrent de la résistance. Pour ce qui concerne l'accès au soutien psychosocial surtout, il faut prendre en considération que parfois manquent les ressources humaines qualifiées pour répondre aux nécessités réelles des réfugiés et retournés. Même l'accompagnement juridique trouve des difficultés liées surtout au fait que la législation tchadienne reconnaît le droit coutumier, donnant une place de choix aux autorités administratives et coutumières dans la gestion d'infractions relevant du Droit positif comme les violences basées sur le genre. Ceci explique en partie, la persistance de l'impunité devant des cas de violence basée sur le genre où le principe de « zéro tolérance » devrait être observé.

Pour ce qui concerne la gestion clinique des viols et autres violences basées sur le genre, les soins sont normalement disponibles dans les centres de santé à l'intérieur des camps, quelque difficulté reste liée surtout au manque de matériel et parfois de personnel qualifié.

Dans le cas des zones des réfugiés intéressées par le projet, le principal acteur qui s'occupe de la lutte et prévention des VBG est APLFT, qui travaille de manière transversale en appuyant les centres médicaux et en fournissant support juridique aux survivantes.

2. Dans le texte on a décidé d'adopter de préférence le genre féminin pour le mot survivant. Ce choix c'est basé sur le fait que dans le contexte tchadien 99% des cas de violence de genre est fait à égard des filles et femmes.

Participation de la communauté réfugiée dans la prévention et la réponse des SGBV

Dans le cadre de la protection à base communautaire, plusieurs comités de lutte contre les VBG ont été mis en place afin d'assurer la pleine participation des réfugiés. Ainsi en 2017, afin de renforcer son niveau d'intervention, UNHCR et ses partenaires de mise en œuvre en charge de protection (APLFT, ADES, CSSI, CNARR, ACRA) ont mis sur pied 40 groupes communautaires dont 22 groupes d'hommes œuvrant pour la prévention et l'intervention des SGBV qui sont fonctionnels dans les différents camps et sites.

Ces comités à base communautaire ont pour compétence de soutenir ces partenaires dans l'identification des incidents de violences sexuelles, de réponse et de prévention par secteur d'intervention conformément à la stratégie quinquennale de UNHCR.

Ce qui explique aussi que les interventions des partenaires se font par l'entremise des relais communautaires qui contribuent à la sensibilisation, l'identification et la référence des cas.

A titre d'exemple : le comité d'Imams; le comité de défense de droits de la femme, le comité de sage, le comité de règlement de conflits mineurs etc.

Exemple d'activité : Les Clubs SGBV et les clubs de droit

Dans la stratégie de lutte contre les SGBV en milieu scolaire, des comités de SGBV ont été mis en place dans les écoles de tous les camps et sites des réfugiés par les partenaires impliqués dans la protection tels APLFT, ACRA, CNARR. Ces comités, constitués uniquement d'élèves, ont suivi des sensibilisations et formations contre les violences basées sur le genre.

A travers le mécanisme de suivi, ces groupes contribuent à la sensibilisation de leurs camarades par des séances de sensibilisation thématiques sur les SGBV, et aident au rapportage des cas de SGBV en milieu scolaire au point focal enseignant.

Par ailleurs, la mise en place des clubs de droits par l'appui d'ACRA et UNHCR dans les écoles dans les zones des camps et sites du Sud, constitue des éléments d'accompagnement des acteurs humanitaires dans la promotion de l'éducation des filles et dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Le mécanisme de référencement en réponse aux VBG

Le procès de référencement est le processus par lequel un(e) survivant(e) entre en contact avec des professionnels et/ou des institutions à propos de son cas, mais indique aussi le processus par lequel différents secteurs professionnels communiquent et travaillent ensemble, de manière sûre, éthique et confidentielle, afin d'apporter un soutien complet au/à la survivant(e). Il s'agit d'un mécanisme flexible qui relie en toute sécurité les survivant(e)s à des services de soutien compétents et bienveillants.



Il peut inclure tout ou partie des services suivants : Santé, psychosocial, sécurité et protection, juridique/justice et/ou soutien à la réintégration économique.

Signalement et Rapport

Une survivante est libre et a le droit de signaler un incident à la personne qu'elle souhaite. Toute personne à qui la survivante s'est confiée est tenue de donner à cette dernière des informations honnêtes et complètes sur les services disponibles, de l'encourager à demander de l'aide auprès des partenaires et agences spécialisées en matière de gestion des cas individuels de VBG et si possible de l'accompagner auprès desdites agences avec le consentement de la survivante. Cette personne l'accompagne au « point d'entrée » psychosocial ou de santé. La survivante peut aussi rapporter elle-même ce qui lui est arrivé à un prestataire de services.

Ces derniers doivent remplir un formulaire d'incident contenant des informations extrêmement confidentielles et sensibles et ne peuvent pas être communiquées à autrui que dans certaines circonstances (avoir la fiche de consentement).

Les points d'entrée suggérés pour le système d'assistance aux survivantes/victimes qui cherchent de l'aide sont des prestataires de service de gestion des cas individuels de VBG et/ou de santé (acteurs nationaux, internationaux et/ou communautaires). Ces points d'entrée doivent être accessibles, sûrs, privés, confidentiels et fiables.

Ensuite, chaque incident de SGBV rapporté sera traité de manière cohérente et rapide. Conformément aux procédures de consentement définies dans les Procédures opérationnelles standard de VBG.

Référencement

Comme indiqué dans l'étape précédente, le prestataire de services saisi doit fournir un environnement sûr et bienveillant à la survivante et respecter ses souhaits ainsi que le principe de confidentialité, lui demander quels sont ses besoins immédiats, lui prodiguer des informations claires et honnêtes sur les services disponibles. Si la survivante est d'accord et le demande, se procurer son consentement éclairé et procéder aux renvois ; l'accompagner pour l'aider à avoir accès aux services (santé, psychosocial, juridique/judiciaire, etc.).

Avec le temps et en fonction des choix de la survivante, cette étape peut inclure :

Soins de santé, Services psychosociaux, acteurs de protection, de sécurité et de justice, besoins élémentaires tels qu'un abri sûr, une carte de rationnement, des services pour les enfants, ou autres.

Dans les camps, sites et villages d'accueil de la Sous Délégation de Goré :

- Santé/Psychosociale : ce service est assuré dans les Cliniques d'ADES et de CSSI
- Police sécurité : CNARR, DPHR, Communauté
- Juridique/Justice : APLFT/HCR/CNARR
- Appui socio-économique : FLM



Cette publication a été réalisée à travers l'appui de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ACRA et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Union Européenne.

Crédits

Cette publication a été réalisée et mise en page par l'**ONG ACRA** - www.acra.it





Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Cofinancé par
l'Union européenne



La capitalisation des appels pilote:

4 MODELES A PARTAGER ET REPRODUIRE

Les appels pilotes sont une typologie spécifique d'actions que le projet a financées. Il s'agit de mécanismes de prévention et protection des victimes des VBG qui ont été élaboré avec UNHCR sur la base des gaps existants au niveau des mécanismes de prévention et protection dans les zones de réfugiés et retournés.

Les OSC ont pu présenter et réaliser leurs projets dans les quatre secteurs d'interventions proposées. Il s'agit de :

- 1. Protection des victimes des SGBV** : Médical/psychologique (gynécologue, infirmière, kit HIV-IST), Juridique (suivi légale des cas), Economique (soutien matériel)
- 2. Prise en charge Economique** : bourses d'étude
- 3. Prévention** : soutien matériel aux femmes vulnérables
- 4. Contribution communautaire au système de prévention et protection** : Sécurisation en milieu scolaire (latrines scolaires et lumières, lampes solaires, kit hygiène)

Cette publication a été réalisée à travers l'appui de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ACRA et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Union Européenne.

Crédits: cette publication a été réalisée et mise en page par l'**ONG ACRA** - www.acra.it

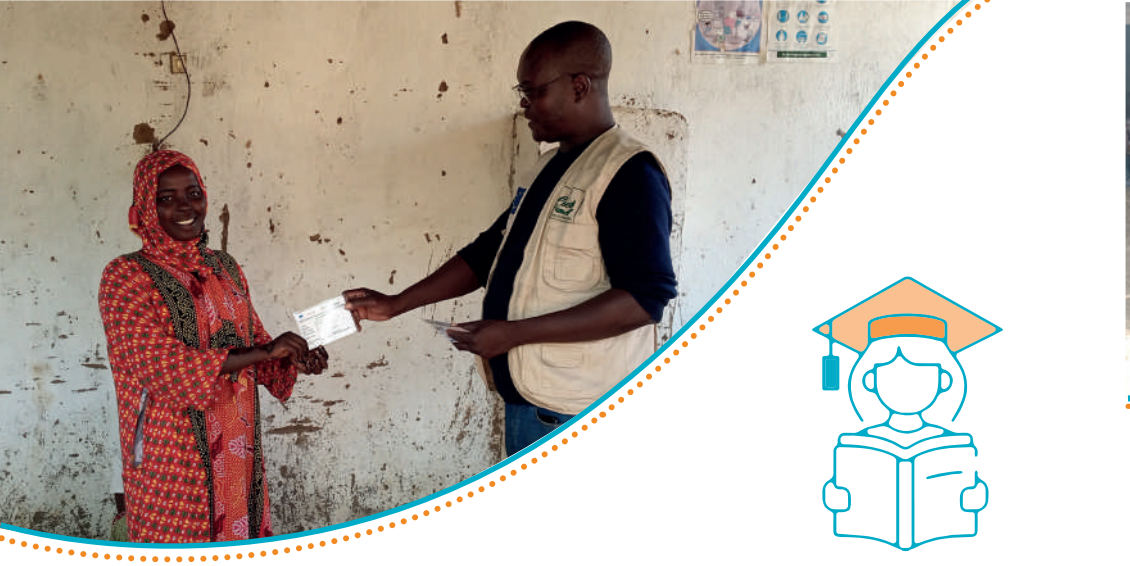


Les 4 MODELES

Modèle 1 _ Protection des victimes des SGBV : *Médical/psychologique (gynécologue, infirmière, kit HIV-IST), Juridique (suivi légal des cas), Economique (soutien matériel)*

Ce modèle vise à la **protection des victimes des SGBV** en tenant compte que dans les camps et sites d'accueil difficilement il y a des réponses intégrées pour les survivantes. Les projets financés dans le cadre de ce modèle envisagent de **donner une réponse à travers le soutien direct aux survivantes**. La prise en charge psychosociale et les problèmes médicaux spécifiquement féminins sont souvent peu pris en compte tant au niveau institutionnel dans les camps de réfugiés qu'en général dans les institutions publiques tchadiennes. **Ce modèle pilote a eu le mérite de tester une possible stratégie d'action dans un secteur extrêmement délicat et a pu compter sur le soutien d'associations qui travaillent dans les camps de réfugiés et parviennent d'une certaine manière à faciliter l'accès aux structures psycho-médicales disponibles.** L'importance d'avoir des structures dédiées et du personnel formé et compétent est ressortie souvent et dans ce sens les expériences pilotes ont été positives et peuvent être considérées aussi dans d'autres contextes. Il reste cependant un **problème majeur de sensibilité générale** qui a parfois rendu les activités problématiques.

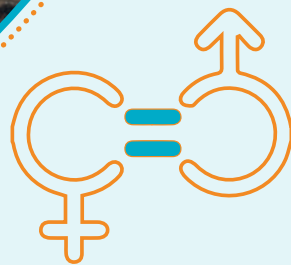
L'élément le plus positif qui est ressorti tant des ateliers que des focus groupes est **l'importance de l'autonomie des femmes**, non seulement parce qu'une plus grande **indépendance économique renforce également le statut social et la capacité à gérer les pressions sociales, mais aussi** en raison de l'importance des **réseaux sociaux informels entre femmes** que créent les activités liées aux AGR. Cet élément est particulièrement **important dans les réalités des camps de réfugiés** où les réseaux sociaux ont tendance à être plus faibles et plus restreints. Il s'agit donc d'un **modèle à reproduire** dans les réalités des réfugiés en impliquant les associations et institutions les plus pertinentes et en **encourageant l'implication à long terme des survivants ainsi que l'interaction avec les réalités sociales en dehors des camps** de réfugiés, afin d'élargir et de consolider les réseaux sociaux impliqués et de rendre les activités plus durables.



Modèle 2 _ Prise en charge Economique : bourses d'étude

Pour les filles l'accès à l'éducation reste un défi important dans les zones d'accueil des réfugiés et retournés et qui touche non seulement les filles réfugiées et retournées mais aussi les filles tchadiennes, qui sont souvent menées à abandonner les études pour supporter la famille, ou encore à cause de mariages et grossesses précoces.

Grace aux interventions réalisées **dans le cadre de ce modèle les OSC ont pu financer l'inscription scolaire des filles démunies, fournir des kits scolaires ou encore inscrire les filles à des cours professionnels.** Ces activités ont été spécifiquement conçues pour encourager **l'inclusion éducative et professionnelle des femmes** dans les camps et sites de réfugiés, où il existe un fort besoin de cela. Dans l'ensemble, la fourniture de kits et de formations pouvant être reproduites elles-mêmes a été très appréciée et a contribué à renforcer la confiance en soi des femmes impliquées ainsi que leur capacité à se connecter avec d'autres personnes. Il est également important de noter que les filles sont souvent sous-représentées à tous les niveaux scolaires et que les bourses revêtent donc une grande importance pour augmenter le taux de fréquentation féminine. Une **plus grande présence des femmes dans les écoles** est très importante pour avoir un **impact sur leur perception sociale et créer un environnement dans lequel elles se sentent plus incluses**, afin d'enclencher un cercle vertueux de plus grande présence et de meilleure formation qui peut produire des changements durables à long terme. En ce sens, **travailler en parallèle sur les bourses et l'amélioration des infrastructures a permis d'avoir un impact plus important et représente une stratégie à explorer.** Une approche intégrée des écoles, impliquant les différents acteurs qui y participent et promouvant un plan à plusieurs niveaux pour améliorer leur inclusivité, est une stratégie efficace dans laquelle les subventions scolaires sont une expérience positive à reproduire.



Modèle 3_ Prévention : soutien matériel aux femmes vulnérables

Ce modèle a pris en compte **les femmes les plus vulnérables** : orphelines, veuves, les filles mères, les femmes seules, les femmes vivant avec handicap etc. La difficulté plus grande pour ces femmes est de se prendre en charge économiquement, donc à travers ce modèle les OSC ont mis en œuvre des projets visant le soutien matériel pour combler les situations de difficulté dans lesquelles se retrouvent les femmes.

Sous ce modèle a été aussi lancé un appel restreint d'urgence « Soutien matériel aux femmes réfugiées » en mars 2021 afin de soutenir matériellement les femmes réfugiées centrafricaines arrivées dans la zone de Goré depuis décembre 2020 et installées aux camps et sites de Gondje et Doholo.

L'accent spécifique mis sur **les femmes particulièrement vulnérables identifiées grâce aux interactions avec les acteurs locaux a déjà été signalé comme une bonne pratique** du projet, méritant d'être reproduite dans d'autres contextes. En plus de cela et de l'importance déjà mentionnée des AGR qui sont considérées par les femmes comme une stratégie très efficace, **dans le cadre de ce pilote, on a également souligné l'importance pour les plus vulnérables d'être incluses dans des contextes sociaux plus larges et plus difficiles à accéder pour elles.** La **possibilité d'obtenir une formation et des compétences spécifiques** pour leur rôle est un élément positif dans ce modelé. Par exemple, les femmes veuves doivent être impliquées dans les activités de production pour support. Le pilote a réussi au même temps à **renforcer la capacité de production et donc de revenus des femmes** et promouvoir des techniques simple et appropriées - à Gore ils ont mentionné la formation sur l'utilisation des biofertilisants - un choix considéré efficace. Dans ce cas également, **le modèle pilote a été généralement apprécié et il a été recommandé de le proposer à nouveau à l'avenir.** Faciliter les interactions des femmes les plus vulnérables avec d'autres groupes, renforcer leurs interactions sociales et éviter la jalousie ou l'hostilité de celles qui peuvent se sentir exclues, ainsi que faciliter la création de groupes ou d'associations représentant ces groupes les plus vulnérables sont des stratégies importantes pour reproduire et pérenniser ce modelé.



Modèle 4_ Contribution communautaire au système de prévention et protection: Sécurisation en milieu scolaire (latrines scolaires et lumières, lampes solaires, kit hygiène)

Ce dernier modèle envisage l'**implication des Associations des mères d'élèves (AME), et Associations des parents d'élèves (APE)**, des formes d'organisation qui rassemblent les parents d'élèves pour gérer les **écoles communautaires**, c'est-à-dire des écoles de village qui reçoivent peu de soutien organisationnel et financier de l'État, pour l'amélioration et la sécurisation du milieu scolaire, avec une **attention particulière à l'adapter à la fréquentation des filles et de leurs besoins spécifiques**.

L'**implication des associations** actives dans les écoles a été **fondamentale**, et a aussi aidé à **renforcer le concept de l'importance de la scolarisation des filles**. L'importance de la collaboration avec les écoles a déjà émergé parmi les bonnes pratiques, en raison du grand potentiel en termes de **transformation de la société et de renforcement des capacités et du rôle social des femmes**. **Ce modèle pilote a montré l'importance de pouvoir créer un environnement plus accueillant et inclusif envers les femmes, principalement grâce à une plus grande sécurité** (en particulier la peur de la violence sexuelle est très forte dans les écoles sans clôtures ou sans éclairage électrique) **et une attention portée aux besoins hygiéniques des filles**, avec des salles de bains séparées pour plus de sécurité et des kits d'hygiène pour réduire les fréquents moqueries liées au cycle menstruel. **Les pilotes 1 et 4 ont contribué ensemble à accroître la présence des filles à l'école**, créant un cercle vertueux qui rend les écoles plus accueillantes et favorise l'éducation des femmes. Il convient également de souligner que l'importance de l'APE et de l'AME dans la réalisation de ces travaux a été soulignée dans toutes les rencontres, confirmant l'importance stratégique de l'implication de ces institutions dans les activités scolaires choisies par le modèle pilote.

Ce projet pilote a montré **comment des interventions ciblées en matière d'infrastructures dans les écoles peuvent avoir un impact important sur la perception de la sécurité et de l'inclusion des filles** et, par conséquent, **renforcer la participation scolaire en convainquant également les familles préoccupées** par le risque de violence, de taquineries ou de grossesse précoce. Une approche globale qui valorise tous les acteurs impliqués dans les activités scolaires (APE, AME, enseignants, directeurs) peut vraiment avoir un impact important et durable.

Modèle 1 : Protection des victimes des SGBV : Médical/psychologique (gynécologue, infirmière, kit HIV-IST), Juridique (suivi légale des cas), Economique (soutien matériel)

Nombre de projets financés : 7

Bénéficiaires totales : 4.290, Femmes : 2.930 - Hommes : 1360

OSC	Projets	Lieu
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)	Action de soutien aux survivantes de violences sexuelles et sexiste	Goré
Troupe théâtrale Shalom	La sensibilisation et l'assistance aux personnes victimes des SGBV	Goré
ONG ESEDD	Projet d'Appui et de la Prise en Charge Holistique des Survivantes aux VBG dans la communauté hôte	Goré
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)	Contribution à la Réduction des prévalences des violences sexuelles et promouvoir l'autonomisation des femmes	Haraze
Association Secours Socioéconomique pour le Développement (SESDEV)	Les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre	Haraze
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)	Projet de lutte contre les violences sexuelles et la promotion des droits de femmes et jeunes filles dans le Barh-sara	Moissala
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)	Action de Soutien aux Survivantes de Violences Sexuelles et Sexiste (ASVS)	Maro

Modèle 2 : Prise en charge Economique : bourses d'étude

Nombre de projets financés : 14

Bénéficiaires total estimé : 603

OSC	Projets	Lieu
ONG ESEDD	Projet de Formation pour l'Autonomisation des Jeunes Filles/Femmes Découronnées	Goré
Groupement AL-MIZANE DE MOISSALA	Formation de filles mères en tricotage avec machine	Moissala
APE de l'Ecole Pilote	Contribution approche communautaire	Goré
APE de Betolo	Contribution communautaire au maintien des filles à l'école	Goré
APE Collège Saint Joseph de Goré	Contribution à l'éducation des filles mères et de leur hygiène sanitaire au collège saint Joseph de Goré	Goré
APE Ecole du centre	Assistance à la scolarisation des filles vulnérables à l'école de Goré	Goré
APE : Ecole privée «la Colline du Savoir de GOKOYO» Bédaya/Nya-péndé	Bourses d'étude	Goré

APE Ecole Timberi	Assistance à la scolarisation des filles victimes de VBG	Goré
Association des Femmes d'Am-timan pour la Salubrité et l'Environnement Saine (AFASALES)	Bourse d'étude aux filles mères, retournées de la RCA, orphelines, issues des familles vulnérables	Haraze
Action Génératrice pour la Reussite et l'Investissement (AGRI-SALAMAT)	Sensibilisation et prévention contre les violences basées sur le genre Appui matériel à la scolarisation des filles vulnérables	Haraze
Association Maison Humanitaire (AMH)	Projet de financement des formations en métiers et de cours de soutien en sciences (mathématiques, physiques chimies et biologie) aux élèves filles/femmes survivantes des VBG dans la ville de Maro (zone des réfugiés).	Maro
APE de Paris Sara I	Rétention des filles démunies et des filles mères à l'école	Maro
AME Ecole de Becanan	Appui à la scolarisation des filles réfugiées et octroi des bourses d'études	Maro

Modèle 3 : Prévention : soutien matériel aux femmes vulnérables		
Nombre de projets financés : 6		
Bénéficiaires totales : 1.770, Femmes : 1.130 - Hommes : 640		
OSC	Projets	Lieu
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)	Action pour la Réduction de la Vulnérabilité (ARV)	Goré
ONG Nationale ESEDD	Projet d'Assistance Matériels pour le Bien-Etre des Femmes Défavorisées (PAMBEFED/VBG)	Goré
Association Communautaire de Développement de Mousnini (ACD/M)	Micro projet d'Appui Communautaires de soutien aux femmes vulnérables pour la réduction de risque d'exploitation aux Violences Basées sur le Genre	Moissala
Groupeement TARMADJI	Appui à l'autonomisation et à l'amélioration des conditions de vie socio-économique des femmes du Groupeement TARMADJI pour la consolidation de la résilience	Moissala
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT)	Action communautaire pour la réduction de la vulnérabilité chez les personnes à besoin spécifique (ACRV)	Maro
Soutien matériel aux femmes réfugiées		
Bénéficiaires totales : 280 femmes ; 140 kits distribués		
ONG ESEDD	APPEL URGENCE : Soutien matériel aux femmes réfugiées	Goré, camps de Gondje et Doholo

Modèle 4 : Contribution communautaire au système de prévention et protection : Sécurisation en milieu scolaire (latrines scolaires et lumières, lampes solaires, kit hygiène)

Nombre de projets financés : 26

Bénéficiaires total estimé : 5.200

OSC	Projets	Lieu
APE de l'École de Moyo	Contribution approche communautaire	Haraze
APE École officielle de Holnara	Construction de latrine scolaires améliorées et KIT d'hygiène aux filles	Moissala
APE/AME École officielle de Dilingala	Electrification de l'école	Moissala
APE/AME de Collège communautaire Bon-Samaritain	Conception des tables-bancs pour le collège communautaire Bon-Samaritain de Maro	Maro
APE/AME de Collège communautaire Bon-Samaritain	Clôture de l'établissement de l'école communautaire Bon-Samaritain de Maro	Maro
APE Collège d'Enseignement Général de Moissala	Distribution des kit d'hygiène aux filles du CEG de Moissala	Moissala
Ecole primaire de Paris-Sara 1	Fabrication des tables - bancs pour l'école primaire de Paris-Sara 1	Maro
APE de l'école ACT de Maro	Clôture de l'école primaire ACT de Maro	Maro
APE College Saint Joseph de Goré	Contribution communautaire à l'hygiène et assainissement au collège Saint Joseph	Goré
Ape du CEG De Doholo	Sécurisation du milieu scolaire	Goré
Ape Ecole Pilote	Protection des élèves en milieu scolaire sécurisé	Goré
APE : Ecole privée «la Colline du Savoir de GOKOYO», Bédaya/Nya-péndé	Sécurisation du milieu scolaire	Goré
APE Ecole Timberi	Assistance à la scolarisation des filles victimes de VBG	Goré
APE Ecole du centre	La sécurisation du milieu scolaire des filles victimes de VBG à l'école du centre de Goré	Goré
APE de Betolo	Scolarisation et maintien des enfants dans un milieu sécurisé	Goré
Ape Primaire Bon Samaritain	Construction d'un bâtiment	Maro
Ape College Bon Samaritain	Conception des tables bancs	Maro
Ape Ecole Baptiste A De Danamadji	Clôture de l'école	Maro
APE de Ridinan	Fabrication et réfectionnèrent des tables banc aux élèves réfugiés de l'école de Ridinan/Maro	Maro
APE Lycée Bilingue de Haraze Mangueigne	Projet d'appui à l'amélioration des conditions d'études des enfants par l'électrification de 3 salles dans l'école primaire au moyen de l'énergie solaire	Haraze
AME Ecole Daranaim	Projet d'appui à la prévention et à la sécurisation des filles contre les VBG et leur maintien à l'école	Haraze
Ape Belom II	Sécurisation du milieu scolaire	Maro
Ape Belom I	Sécurisation de la garderie communautaire pour un appui à la scolarisation des filles mères	Maro
APE de l'établissement d'enseignement « Petit Génie le Baobab »	Sécurisation du milieu Scolaire (construction d'une latrine)	Maro
APE Ecole de Becanan	Construction des hangars semi moderne pour la sécurisation de l'école la lumière de BECANAN	Maro



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



BONNE PRATIQUE 1

Utilisation des images et sketch

Objectif

Améliorer la transmission du message
sur le VBG, souvent pas compris

Contexte et mise en œuvre de la pratique

L'un des grands problèmes dans le domaine de la VBG est d'**aider ceux qui en souffrent à prendre conscience de leur situation**, en particulier pour les formes de violence ancrées dans la vie familiale ou quotidienne des personnes. Il existe des formes d'abus, de contrôle ou d'oppression qui ne sont parfois pas perçues comme de

la violence, même si elles le sont, et la formation orale et la sensibilisation ont du mal à faire passer le message en profondeur. Les associations ont donc pensé que **des représentations très simples**, à travers des **images** ou des **pièces de théâtre** de situations de violence et d'oppression que de nombreuses femmes ont pu subir est **une méthode simple et efficace pour pouvoir expliquer ce que sont les VBG et permettre de les reconnaître**. Cette bonne pratique est beaucoup utilisée à travers différents outils. Parmi eux : les boîtes à images et les pièces théâtrales et les sensibilisations porte à porte avec l'utilisation des images.





Points de force de la bonne pratique

- Capacité de **représenter des situations perçues comme normales**, par exemple un mari qui empêche les activités de sa femme ou un père qui traite sa fille différemment de son fils, et montrer les impacts négatifs qu'elles ont sur les femmes et filles impliquées.
- Capacité de **créer un dialogue à partir d'images ou de représentations simples** et compréhensibles qui permettent l'analyse de problèmes complexes.

Reproductibilité

Pour reproduire cette pratique, il est important de **planifier des activités spécifiques** dès le début du projet et **d'embaucher des artistes spécialisés** ou de préparer du **matériel spécifique** permettant la représentation en images des problèmes qu'on compte aborder. Il est également important d'avoir de bons contacts dans les communautés où on travaille pour pouvoir rassembler un bon public pour assister aux activités.

Témoignage du projet

La pratique positive la plus utilisée et la plus appréciée par les associations a été la **boîte à image**. La boîte à images est composée de plusieurs images représentant des situations potentiellement fréquentes parmi

les populations, qui en regardant les images doivent comprendre de quoi il s'agit et si l'image représente ou non un acte de violence. **Grâce aux représentations efficaces des artistes locaux dans ces boîtes, les personnes impliquées ont rapidement identifié des formes de violence spécifiques.** Ce soutien a également permis d'**impliquer des femmes analphabètes**, qui auraient été honteuses ou timides de participer à d'autres types d'événements, mais ont ainsi pu discuter et interagir avec d'autres femmes sur la base de la perception commune des images.

Limitations ou risques

Travailler avec des images et des représentations est potentiellement dangereux, car **une représentation mal conçue peut générer des réactions différentes.** Il est également important de **se concentrer sur le type de public** avec lequel on veut travailler et **considérer le niveau d'éducation, le contexte culturel et historique** de la zone d'intervention. Enfin, il faut décider avant l'activité si l'objectif des outils de sensibilisation est de permettre aux femmes de reconnaître des formes spécifiques de violence ou de sensibiliser les familles aux comportements à promouvoir ou à éviter, de façon de bien cibler la préparation.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Cofinancé par
l'Union européenne



BONNE PRATIQUE 2

Utilisation des langues locales pour vulgariser les textes juridiques

Objectif

Améliorer la transmission du message
sur le VBG, souvent pas compris

Contexte et mise en œuvre de la pratique

Bien que le Tchad dispose d'une législation qui garantit l'égalité entre les hommes et les femmes depuis sa constitution et punit toutes les formes de VBG comme un crime, **les femmes ignorent souvent la législation qui les protège**. Les textes juridiques sont difficiles à interpréter pour ceux qui n'ont pas une formation adéquate et beaucoup des femmes ne maîtrisent pas le français, langue dans laquelle les lois sont rédigées.

Ce **manque de connaissances** ne touche pas seulement les femmes, mais aussi les hommes, ainsi que, souvent, certaines autorités locales au niveau religieux ou traditionnel et est un **obstacle dans la lutte contre le VBG**.

La possibilité de **comprendre les textes permettrait de sensibiliser davantage les femmes aux textes juridiques et aussi de responsabiliser les hommes et les autorités locales**, dont les actes ne peuvent jamais contredire le système juridique. La bonne pratique développée dans ce domaine est de **vulgariser les textes les plus importants dans les langues locales et à travers la communication orale** pour permettre aux femmes et filles qui sont analphabètes ou ne connaissent pas la langue française d'être informées sur leurs droits et, en général, pour s'assurer que les lois soient connues et comprises à tout niveau de la société.





Points de force de la bonne pratique

Selon les associations qui travaillent dans ce domaine c'est l'**une des stratégies les plus efficaces et utilisées**, du moment que :

- Cette pratique a le potentiel de **rendre plus claire** aux femmes et filles dans quelles situations et à travers quels moyens elles ont **le droit de demander de l'aide et protéger leurs droits**.
- Les outils de vulgarisation peuvent **permettre des discussions sur ces questions** même entre personnes qui ne connaissent pas le droit ou qui ont une connaissance limitée du français, mais dans des rôles stratégiques, tels que les chefs traditionnels ou d'autres autorités au niveau communautaire.

Reproductibilité

Les supports utilisés et les représentations produites peuvent être **facilement adaptés à différents contextes et donc reproduits**. Ces activités **nécessitent** toutefois **une formation spécifique**, notamment en ce qui concerne le type de message et les meilleures façons d'engager le public.

Témoignage du projet

De nombreuses associations ont créé du **matériel de sensibilisation dans différentes langues locales**. Cela a **permis de renforcer la connaissance des articles de la constitution et du code pénal qui protègent explicitement les femmes** et donc de comprendre quels comportements sont juridiquement inacceptables.

Les associations ont remarqué un grand intérêt pour la connaissance de lois spécifiques et en général pour la manière dont leur vulgarisation peut se propager et créer une prise de conscience autour d'un sujet spécifique. Elles ont remarqué aussi qu'**une fois que l'esprit des lois est clair, les gens sont plus disponibles à demander qu'elles soient respectées et appliquées**.

Limitations ou risques

Il y a **deux limites** à prendre en compte pour cette bonne pratique : le premier est **le choix des langues à utiliser**. Compte tenu de la variété des langues différentes dans des pays multiethniques comme le Tchad, **le choix de traduire des informations dans une langue spécifique n'est jamais complètement neutre et peut générer de la jalousie ou de la rivalité**. En outre, il faut faire très attention à la manière dont des informations extrêmement spécifiques telles que celles d'une loi sont traduites dans des langues de tradition écrite plus faible. Il est **nécessaire que les traductions et les explications soient effectuées par des personnes ayant une solide formation juridique et une maîtrise des langues considérées afin d'éviter des malentendus ou des inexactitudes** potentiellement très importants dans le domaine juridique.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



BONNE PRATIQUE 3

Implication active des autorités dès le début

Objectif

Améliorer les relations avec les
autorités dans la lutte contre les VBG

Contexte et mise en œuvre de la pratique

L'engagement des autorités dans des actions contre les VBG peut avoir un grand impact : **les autorités locales exercent une grande influence** dans l'identification de certains types de pratiques, dans la **légitimation** et l'augmentation de la participation à la **sensibilisation** et, surtout, dans la **répression de la VBG** de manière claire et efficace. Cependant, il n'est **pas toujours facile d'obtenir leur engagement**.

Le **système d'autorité au Tchad** est assez **complexe** : il y a des **chefs traditionnels cantonaux et villageois**, des **chefs religieux**, des **chefs locaux** nommés par le gouvernement à différents niveaux et avec des sensibilités et des capacités différentes pour interagir avec les populations locales. **Souvent** ces dirigeants sont des **hommes et peuvent avoir une faible sensibilité à la question de VBG**, ainsi que **manquer des connaissances et compétences** pour gérer ce problème. La **bonne pratique** qui a émergé à cet égard est de **prendre contact et d'expliquer de la meilleure façon possible les activités** qui sont destinées à être menées avec les autorités locales dans les premières phases d'une intervention.



Points de force de la bonne pratique

Les associations qui ont engagé les **autorités locales** avant de commencer les activités de façon très claire et ont demandé de l'aide pour ce qui concerne le suivi, ont souvent **réussi à obtenir des réactions positives**. Cet engagement a un bon **impact à deux niveaux** :

- **Les autorités peuvent aider pendant l'implémentation des activités**, en promouvant les sensibilisations et en mobilisant la communauté pour la détection et répression des cas de VBG.
- **L'engagement des autorités peut renforcer la durabilité**, du moment qu'elles peuvent maintenir le niveau d'attention développé pendant le projet même après la fin des activités spécifiques.

Reproductibilité

Il s'agit d'une pratique qui n'implique pas de coûts supplémentaires et qui **peut être mise en œuvre par toutes les associations**. Afin de la reproduire dans d'autres projets, il est **important d'avoir une connaissance forte du contexte**, pour savoir quelles autorités il faut engager ; et de développer une présentation claire et simple du projet, pour réussir à engager les autorités de façon positive.

Témoignage du projet

Dans la zone de **Goré**, l'un des **préfets** a été **informé et impliqué dans les activités**, leur importance et le rôle qu'il pouvait jouer en tant que préfet, le motivant et l'amenant à s'engager personnellement. **Le préfet a mis la pression aux chefs de cantons pour le suivi de cas de VBG dans leurs zones**, en renforçant donc la capacité



de détection des cas et en créant une atmosphère plus favorable à la dénonciation. Au même temps, il a **supporté les chefs de quartier et l'école dès le début des cours pour les rendre attentifs au sujet des VBG**. Ces **actions ont facilité la reconnaissance et la prévention des cas de violence** dans les zones d'intervention. Un autre témoignage vient de l'un des camps de réfugiés, où une femme leader communautaire a décidé d'utiliser personnellement le kit hygiénique distribué par l'une des associations partenaires, pour dépasser les doutes et l'hésitation qui avait la communauté par rapport à leur utilisation, ainsi que le risque des moqueries de la part des hommes.

Limitations ou risques

C'est une bonne **pratique** qui est absolument **nécessaire pour éviter les malentendus ou les boycotts des autorités, dont le soutien est nécessaire**. Cependant, même si elle est mise en œuvre avec soin, il y a toujours le **risque de travailler avec des autorités qui ne comprennent pas ou ne partagent pas pleinement les objectifs du projet** et de le mettre en œuvre différemment de ce qui a été conçu. De plus, le système des autorités locales pouvant être complexe, il n'est pas toujours facile d'impliquer avec succès tous les acteurs concernés.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Cofinancé par
l'Union européenne



BONNE PRATIQUE 4

Sensibilisations ad hoc pour des problématiques spécifiques

Objectif

**Renforcer l'implication des autorités
dans la lutte contre les VBG**

Contexte et mise en œuvre de la pratique

Les **sensibilisations des autorités locales** - étatiques et coutumières - sont des **activités** assez **répandues** pour **améliorer la coopération** avec les associations de la **société civile**.

Cela est particulièrement **critique** dans le contexte de la **lutte contre la VBG**, car ces **questions sont souvent résolues de manière informelle** au niveau des **autorités coutumières** et ces autorités sont **majoritairement composées d'hommes** et souvent peu sensibles aux questions de genre.

Les associations impliquées dans le projet ont donc dû développer des **stratégies spécifiques pour impliquer ces autorités de manière positive**, notamment dans les cas où leurs actions doivent faire respecter des lois nationales peu considérées dans certaines communautés. La stratégie adoptée consiste à **organiser des activités de sensibilisation ciblées** à des moments où il est possible d'avoir une **plus grande implication** et donc une **plus grande pression sociale** vis-à-vis des autorités coutumières. Des actions de **sensibilisation** ont donc été **planifiées en suivant les calendriers et les événements locaux** aux moments où l'**impact** était potentiellement le plus important. De cette façon, la sensibilisation ne reposerait pas seulement sur la persuasion de chaque participant, mais sur la mobilisation et l'engagement de l'ensemble de la communauté.



Points de force de la bonne pratique

- La **sensibilisation est organisée à des moments précis** où la participation est plus importante, tant en termes de participants qu'en termes d'implication, en renforçant l'impact sans coûts additionnels pour les associations.
- Les **éléments** abordés lors de la **sensibilisation** peuvent être **mis en pratique rapidement** et sont ainsi mieux mémorisés.
- Les **autorités** ont été **publiquement impliquées** dans la promotion de comportements spécifiques et ont donc une pression sociale plus forte pour faire respecter certains comportements positifs.

Reproductibilité

Il s'agit d'une **pratique très simple** qui n'implique pas de coûts supplémentaires par rapport à l'activité de sensibilisation traditionnelle. **Afin de la reproduire, il est important d'échanger avec les acteurs locaux** ancrés dans le contexte d'intervention et **d'élaborer un calendrier qui mette l'accent sur les moments clés** pour mener certaines activités de sensibilisation fortement liées à un moment et à un contexte précis.

Témoignage du projet

L'exemple développé pendant le projet est celui des **mutilations génitales**, une pratique très répandue dans la province du Mandoul. Les associations se sont rendu compte que **les chefs coutumiers** au niveau local **jouent un rôle dans les mutilations**, du moment qu'elles sont **connectées aux rituels d'initiation** organisés au niveau coutumier. Vu cette implication, ils ont **organisé des sensibilisations publiques sur la**

thématique au profit des autorités coutumières et de la communauté juste avant la réalisation de ces rituels et à la présence de toute la communauté, de façon que le message ne soit pas oublié et **les autorités présentes soient responsabilisées publiquement** sur ça. L'impact a été beaucoup plus fort, du moment qu'il a été **difficile pour les chefs d'autoriser les mutilations** quand la population venaient de recevoir et se rappelaient ce type de sensibilisation. Les associations actives dans les zones où sont pratiquées les excisions et autres activités similaires ont tendance à suivre ce modèle et à **effectuer des sensibilisations** ciblées juste **avant les rituels** au cours desquels elles sont traditionnellement **pratiquées et en présence des chefs coutumiers** qui peuvent exercer une influence importante sur ces pratiques.

Limitations ou risques

Il s'agit d'une pratique qui peut **renforcer l'impact d'un message et d'une pression sociale** à l'égard des **couches influentes** et potentiellement conservatrices de la population, mais qui **n'affecte pas les relations de pouvoir ou économiques**. **En particulier**, les besoins ou les intérêts liés à certaines pratiques - par exemple, **la rémunération traditionnelle** des personnes chargées de procéder à l'**excision** - ne sont pas directement prises en compte et peuvent générer des réactions et, par conséquent, réduire l'effet de ces sensibilisations.





Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



BONNE PRATIQUE 5

Identification des jeunes leaders au niveau local

Objectif

Impliquer les acteurs les plus dynamiques et influents au niveau local dans l'identification et le support aux survivantes de VBG

Contexte et mise en œuvre de la pratique

Afin de pouvoir dévaloriser les comportements et les hiérarchies ancrés dans certaines couches de la société, il **est important d'avoir des points focaux locaux dynamiques et empathiques, capables de transmettre des messages de sensibilisation et de promouvoir des comportements différents en termes de respect de l'égalité de genre.** Il est important que les messages passent par des acteurs locaux, capables de se faire comprendre, de garder l'attention sur le sujet même une fois le projet

finalisé et de proposer aux mêmes une façon différente de gérer les relations entre hommes et femmes. En ce sens, **les jeunes**, majoritaires dans des pays comme le Tchad et moins liés aux contraintes et hiérarchies traditionnelles, peuvent constituer **un acteur clé.** La **bonne pratique** pour gérer ces problèmes est de **créer des réseaux jeunes dans les communautés** - comités, points focaux, etc. - qui aient la capacité et la légitimité sociales de sensibiliser sur les VBG et orienter les survivantes dans leur recherche de justice. En particulier, l'identification et la formation de points focaux actifs et écoutés dans les communautés sur les compétences nécessaires pour approcher les personnes qui ont souffert ou subissent une VBG peuvent avoir un impact fort. **Les associations ont cherché d'impliquer des agents qui ont eu une expérience directe des cas de VBG** - personnelle ou à travers des proches - ainsi que des jeunes leaders pour créer des comités de terrain qui soient respectés sur le terrain.



Points de force de la bonne pratique

Il y a **trois volets** dans lesquelles cette bonne pratique offre des pointes de force :

- Les jeunes des réseaux peuvent **détecter plus des cas de VBG** grâce à leur enracinement sur le terrain.
- Les réseaux peuvent donner un **support continu et durable** à ceux qui ont besoin et orienter les survivantes des VBG envers les institutions les plus pertinentes.
- Les jeunes des réseaux peuvent **contribuer à transmettre les messages de sensibilisation** de façon plus efficace et montrer une approche alternative envers les relations de genre.

Reproductibilité

Pour reproduire cette pratique, il **est nécessaire d'avoir de bons modules de formation**, de **mettre en place des réseaux efficaces** et bien structurés et d'**avoir une bonne connaissance du territoire**, afin d'impliquer les jeunes les plus motivés et charismatiques.

Témoignage du projet

Le Salamat est une province où les inégalités entre les sexes sont assez marquées et il n'est pas facile de créer ce type de réseau au niveau local. Les associations travaillant dans ce domaine ont donc essayé de **motiver principalement les jeunes dans des**

contextes où il y avait une expérience **directe et ressentie de VBG** et une **motivation accrue à s'engager pour résoudre le problème**. Ils ont ainsi pu mobiliser des **acteurs capables d'être dynamiques et en même temps de résister aux pressions sociales** auxquelles ils ont parfois dû faire face. Cela a permis de créer des réseaux cohésifs de personnes motivées à produire des changements. **Cette stratégie a permis de poursuivre les activités malgré un contexte social défavorable** et a rendu les réseaux sociaux créés durables et résilients.

Limitations ou risques

Les principaux risques de cette bonne pratique sont liés à l'implication de jeunes dynamiques et motivés en tant que points focaux locaux. Bien que leurs liens et leur ancienneté favorisent la diffusion du message dans des secteurs plus sensibles et réceptifs, il est essentiel que ces réseaux reçoivent une formation et un suivi très approfondis de la part des associations, afin d'éviter des comportements inappropriés ou des tensions générationnelles dans le cadre de leurs activités.





Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



BONNE PRATIQUE 6

Identification et soutien communautaires des personnes vulnérables

Objectif

Impliquer les populations les plus vulnérables en adoptant des stratégies ciblées pour elles

Contexte et mise en œuvre de la pratique

L'importance d'identifier au niveau communautaire les populations les plus vulnérables qui peuvent bénéficier d'un support a été mentionnée par toutes les associations. Souvent, en fait, il y a **différents niveaux de vulnérabilité qui se chevauchent** et il n'est pas facile pour les associations disposant de fonds limités de comprendre qui devrait avoir la priorité. **Chez les personnes vulnérables, la VBG est généralement plus répandue ou avec plus des conséquences** du moment que différentes causes des vulnérabilités se croisent.

Prévenir la marginalisation de ces sujets joue un important rôle dans la **prévention des VBG**. Le manque de données générales fiables et la forte pression communautaire rendent le choix des bénéficiaires les plus vulnérables ayant besoin d'un soutien très compliqué et potentiellement plein de tensions. La **bonne pratique proposée est d'interagir avec les communautés pour créer des réseaux et des interactions qui facilitent la reconnaissance des personnes qui sont réellement vulnérables localement**. En ce sens, il y a **deux expériences** différentes : **dans les projets pilotes développés dans les camps de réfugiés, les associations ont pu s'appuyer sur le travail d'analyse effectué par les différents comités de réfugiés, alors que pour les autres associations, il s'agissait d'identifier et d'impliquer les plus vulnérables, à travers les acteurs clés locaux spécifiquement formés pour cette tâche**. Les associations ont **développées des stratégies pour élaborer des catégories de vulnérabilité liées aux contextes et, une fois identifiés localement les bénéficiaires les plus**



pertinents, ont **développé des actions spécifiques** pour faciliter leur intégration dans la société. Souvent, il s'agit des coopératives ou formes associatives similaires, où les participants peuvent valoriser leurs compétences et interagir avec d'autres femmes, en recevant donc un support communautaire.

Points de force de la bonne pratique

Les stratégies utilisées se basent sur l'implication sociale et le renforcement des capacités. Parmi les pointes de force, on peut signaler :

- **Engagement des communautés dans le choix des participants**, qui **réduit** le risque de **tensions** et permet d'**engager des participants plus motivés**.
- Possibilité d'**impliquer des sujets souvent réticents à s'engager, comme ils sont impliqués par des acteurs qui connaissent** ou dans des structures comme les coopératives où ils se sentent protégés.
- Impact élevé en termes d'**autonomisation des vulnérables**.

Reproductibilité

La **reproduction de cette pratique** est fortement **liée à la connaissance du territoire** et à l'enracinement de l'association. En effet, il est **crucial d'avoir des relations fortes avec les communautés** avec lesquelles on travaille **pour pouvoir identifier et engager les sujets les plus vulnérables de façon participative**. En plus de cette condition préalable, il faut **réserver une partie du budget pour former les agents locaux aux stratégies d'identification et d'accompagnement**, ainsi qu'à la structuration de

coopératives ou d'autres institutions qui favorisent la coopération et la solidarité y compris les plus vulnérables.

Témoignage du projet

Les expériences les plus efficaces en termes d'identification sont celles des **projets pilotes**, dans lesquels les associations - facilitées par des agents de soutien dans les camps de réfugiés - ont pu **identifier les femmes présentant un risque social particulièrement élevé**, telles que celles souffrant de problèmes mentaux, **et développer des pratiques appropriées**. La **création d'une coopérative de couture** dans un camp de réfugiés qui employait ces personnes est **un exemple qui a été apprécié par les bénéficiaires ainsi que par les autres parties prenantes impliquées**. Le choix de se focaliser sur un groupe spécifique de vulnérables et au même temps de faciliter la participation des différents acteurs, en particulier en mélangeant autochtones et réfugiés, a permis en plus de l'**autonomisation économique** aussi un **renforcement des réseaux sociaux des femmes vulnérables**, à travers des réseaux d'amitié et de tontines parmi les membres de la coopérative.

Limitations ou risques

Pour mettre en œuvre ce type de bonnes pratiques, il est **important d'avoir une connaissance profonde du contexte**, afin de pouvoir se **connecter avec des personnes pertinentes localement et de créer un climat de solidarité et de soutien qui implique les plus vulnérables**. Autrement, il y a toujours le **risque que se concentre sur les personnes vulnérables soit considéré comme discriminatoire** à l'égard d'autres groupes, créant une concurrence plutôt qu'une solidarité.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Cofinancé par
l'Union européenne



BONNE PRATIQUE 7

Sensibilisations locales sur l'accès à la terre

Objectif

Renforcer le rôle des femmes dans la vie socio-économique du Tchad

Contexte et mise en œuvre de la pratique

La considération profondément enracinée dans divers secteurs de la société selon laquelle les femmes sont inférieures en termes de capacités et de droits est l'un des principaux défis de la lutte contre les VBG. Les associations ont pris conscience que des exemples et des transformations dans la vie quotidienne sont essentiels pour donner corps aux différentes formes de sensibilisation organisées. En ce sens, **l'amélioration des revenus des femmes et de leur accès à la terre est un élément clé**. La terre est la principale source de revenus dans les zones rurales, dont l'accès est souvent réglé par des coutumes qui avantagent les hommes sur les femmes, même si en principe la constitution doit garantir l'égalité des genres dans tous domaines.

La thématique de l'accès à la terre est donc un sujet assez crucial pour ce qui concerne l'autonomisation des femmes et la lutte contre les VBG. En fait, parmi les causes de VBG il faut considérer le **manque d'implication et les préjudices répandus** dans la société à propos des **femmes et filles**. Aborder les facteurs sociaux qui provoquent cette marginalisation est très important. La **bonne pratique proposée** dans ce domaine consiste à **sensibiliser les femmes et les filles sur leurs droits et leur garantir accès et contrôle à la terre**. Cela avec le but de **réduire leur dépendance des hommes et, par conséquent, les potentielles VBG**, comme des femmes autonomisées sont à mesure de mieux se défendre de ça. **Comme la source principale de terre est généralement l'héritage** - la vente de terre dans les zones rurales réglée par le droit coutumier est assez rare et en tout cas les femmes et filles ont généralement moins des moyens pour faire des achats - il s'agit d'un **sujet sur lequel il est important de se focaliser**. Toutefois, les **associations ont aussi facilité l'accès à la terre des femmes dans des champs communautaires** pour travailler ensemble de façon que, une fois renforcées la confiance et les compétences, elles seront plus motivées dans la quête de leurs droits.



Points de force de la bonne pratique

Un élément important à considérer est que **l'accès à la terre est très important dans les zones rurales, où les discriminations sexistes sont généralement plus fortes**. Cette pratique donc a un impact dans des zones particulièrement problématiques surtout dans **deux domaines** :

- Impact en termes d'**autonomisation économique et gestion indépendante de ressources**.
- **Valorisation sociale du rôle de la femme**, qui devient visible et publique.

Reproductibilité

Cette bonne pratique peut facilement être reproduite, puisqu'il s'agit d'une **forme spécifique de sensibilisation**, il est nécessaire de disposer d'**informations précises et approfondies sur les lois et la gestion de la terre**, de l'héritage, afin de pouvoir guider les femmes de manière précise.

Témoignage du projet

Durant le projet, les associations ont travaillé sur l'autonomisation des femmes, notamment à travers des activités génératrices de revenus. Dans les zones rurales du sud du Tchad, **plusieurs coopératives de femmes ont été créées et se sont vu confier le contrôle de parcelles de terres destinées aux travaux agricoles**. Les femmes sont souvent très actives dans les champs familiaux ou dans les petites parcelles de production domestique et dans les petits commerces. Elles ont donc une excellente connaissance du cycle de production et de vente des produits. **Confier aux coopératives la gestion autonome des parcelles et la vente de leurs produits a permis de capitaliser sur ces savoirs**, tout en démontrant socialement leur capacité à gérer les

champs et à vendre et en leur apportant des **revenus supplémentaires** pour être plus indépendantes dans leurs familles. Ces expériences de contrôle de la terre ont donc démontré le **grand potentiel des femmes dans la gestion foncière** et l'impact que cela peut avoir sur leur autonomie sociale.

Limitations ou risques

La terre étant un atout fondamental et généralement gérée selon des pratiques coutumières, **cette bonne pratique présente plusieurs risques**. Premièrement, **la revendication par les femmes de leurs droits légaux peut facilement générer des conflits**, notamment entre les différents niveaux générationnels des familles, qui peuvent avoir des approches différentes sur cette question. Deuxièmement, **il est nécessaire que les lois concernant la terre, l'héritage et les droits des femmes soient connues au niveau local, pour éviter des malentendus ou des manipulations** dans le partage des terres. Enfin, il est important de considérer que **l'autonomisation des femmes sans répartition des tâches domestiques peut facilement exercer une forte pression sur les femmes et restreindre leur temps pour d'autres activités**. L'autonomie économique facilitée par le contrôle des terres doit s'accompagner de leur renforcement social pour améliorer leurs conditions de vie.





Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



BONNE PRATIQUE 8

Partenariat avec écoles et hôpitaux

Objectif

Renforcer le rôle socio-culturel des femmes et faciliter les dénonciations des VBG

Contexte et mise en œuvre de la pratique

Au cours des activités, les associations ont réalisé qu'il existe des **institutions publiques qui peuvent jouer un rôle important** à la fois **dans la prévention et dans l'identification des formes de violence** : les **écoles** et les **hôpitaux**. L'école est une arène sociale où la **discrimination aux égards des filles est fréquente** et où, en outre, la discrimination contribue à créer une culture de **légitimation de la discrimination dès l'enfance**. Les **hôpitaux** sont des lieux par où **passent souvent les victimes de violence** et où il est donc **possible d'identifier les cas de VBG et insérer les survivants dans des réseaux d'aide et de protection de manière discrète**. Dans les deux cas, la **bonne pratique** consiste à **former les acteurs clés au sein de ces institutions et à créer des partenariats**

pour identifier et aider les personnes potentiellement touchées par les VBG. Plus spécifiquement, **dans les écoles**, la bonne pratique est de **sensibiliser le staff des écoles et les parents d'élèves sur l'importance de supporter les filles**. En fait, il y a souvent des épisodes de **filles qui sont boycottées ou menacées par les élèves hommes si elles ont des meilleurs résultats** ; ou des **enseignants qui ne supportent pas les études des filles** du moment qu'ils pensent qu'elles doivent rester à la maison. Dans les **hôpitaux**, la bonne pratique est de **renforcer la capacité de détecter des violences sur les patients et de comment gérer ces situations**. Généralement, il s'agit de **former des points focaux afin qu'ils puissent reconnaître les formes possibles de VBG et orienter les personnes concernées vers des structures et des institutions appropriées** pour leur apporter un soutien. Il faut donc inclure la connaissance des acteurs pertinents dans les formations et des partenariats avec des associations actives sur l'accompagnement psychologique ou des centres de santé, du moment que les membres de ces structures peuvent arranger des séances d'écoute ou de sensibilisation pour introduire progressivement leur rôle et la valeur de leur accompagnement.





Points de force de la bonne pratique

Il y a une variété des forces de cette stratégie :

- Sensibiliser dans les écoles sur ces problèmes, **supporter une majeure présence des femmes et filles dans les établissements scolaires** réduit les risques d'abandon scolaire des filles et contribue à leur implication dans la vie sociale et leur respect.
- **Les enseignants peuvent** au même temps **identifier des potentiels cas de violence** et informer des institutions au niveau local, comme l'APE (Association des Parents d'Elèves) ou les chefs coutumiers, qui ont l'autorité pour agir.
- Le staff formé à l'hôpital peut **reconnaitre les violences et faciliter le processus communautaire de gestion des cas**.
- **L'écoute des témoignages** des survivantes aux VBG correspond à une des **étapes de soutien**. Cependant, une **assistance psychosociale ou psycho-médicale** permet d'approfondir cet accompagnement dans le but de surmonter ce traumatisme.

Reproductibilité

Cette bonne pratique nécessite **deux éléments principaux** : l'établissement de **partenariats avec des institutions intéressées et motivées par la question des VBG** ; la **préparation et l'utilisation de modules de formation standard** pour aider le personnel ciblé à développer les compétences et la sensibilité nécessaires pour remplir son rôle.

Témoignage du projet

Pendant le projet, une école de la zone de Goré a eu dès le début un engagement très attentif et profonde sur cette pratique. **Les associations ont formés des points focaux a différent niveau** - « élève ambassadeur »,

parmi les **enseignants** et les **parents** - et/ ou des **comités** en tant que référent sur le sujet des VBG et inégalités de genre. Cela **permet un suivi et un point de repère stable** dans le cas où les élèves auraient des questions ou le besoin de partager, d'organiser des sensibilisations et de veiller à la régularité et la mesure de l'impact de la sensibilisation dans les écoles afin de favoriser des changements sur le long terme. **Ces pratiques ont permis d'augmenter l'inscription des filles**, qui se sont senties motivées à s'inscrire. En outre, les **mesures d'infrastructure** introduites au cours du projet, telles que **la construction de latrines séparées et la fermeture des écoles**, ont accru la perception de la **sécurité des étudiantes**, qui fréquentent donc aujourd'hui dans une plus large mesure que dans d'autres écoles similaires.

Limitations ou risques

Les principaux risques et limites sont liés au fait qu'il s'agit des sujet délicats, les traiter dans des **structures publiques** peut rencontrer des difficultés et obstacles, liées surtout à la fonction institutionnelle des établissements. **La formation en milieu scolaire peut générer des réactions négatives de la part des parents** ou des enfants peu sensibles à cette question. Ce problème est **encore plus important dans le cas des hôpitaux**, où la sensibilisation à l'aide aux survivantes de la violence pourrait entraîner des limitations de l'utilisation de l'hôpital et doit donc être soigneusement évaluée et mise en œuvre.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



BONNE PRATIQUE 9

Création d'espaces pour garantir la confidentialité

Objectif

Améliorer la compréhension des VBG et combattre la réticence à dénoncer les VBG

Contexte et mise en œuvre de la pratique

Les VBG sont non seulement difficiles à identifier mais, une fois identifiées, il est **compliqué** pour ceux qui les subissent de **mettre en pratique une stratégie efficace pour sortir de situations abusives**. Les **raisons** de ce problème peuvent être diverses : **pressions sociales ou familiales**, peur de ne pas être soutenus en cas de dénonciation, **méconnaissance de ses droits** ou des possibilités de soutien, **honte** à parler des violences subies.

Cette situation contribue également à la **perpétuation d'une culture violente**, puisque ceux qui commettent les VBG sont convaincus qu'ils resteront impunis. La **bonne pratique** développée par certaines associations consiste à créer des **centres d'écoutes** et/ou des espaces séparés entre hommes et femmes **pour permettre des conversations libres** et sans pression sociale. Ces espaces ont été **très efficaces pour susciter des discussions ouvertes** sur des questions sensibles et **donner idées et support aux survivantes des VBG**. Les associations ont trouvé qu'il s'agit d'une pratique efficace, mais qu'il **faut prévoir aussi des activités de support pour ceux qui arrivent à dénoncer** et nécessiteront de l'assistance pour gérer tout le processus légal, qui peut aller au-delà des capacités de ces espaces.



Points de force de la bonne pratique

Les associations ont remarqué que cette pratique a **différents avantages** :

- permet d'**aborder des sujets dont il est difficile de parler** à cause de la pression sociale et donc de faciliter la compréhension de qu'est-ce que c'est une VBG;
- permet d'**avoir des espaces pour la dénonciation** des violences sans risque des représailles;
- **facilite la transmission des messages ciblés**, qui sont plus facile à diffuser dans des contextes protégés où on peut poser des questions et discuter sans contraintes;
- **renforce la confiance et facilite le contact avec des acteurs prêts à supporter** les victimes de violence;
- **décourage les violents** à commettre des VBG par crainte que leurs actions soient reconnues et punies.


Reproductibilité

La reproduction de cette bonne pratique **nécessite une planification et des fonds spécifiques** dès les premières étapes du projet. Il est nécessaire de prévoir **un espace adéquat et de recruter et former des agents de terrain capables de le gérer efficacement**.

La viabilité à long terme dépend de la capacité à maintenir un espace et un personnel adéquat et à créer un climat de confiance qui encourage les femmes à fréquenter le centre.

Témoignage du projet

Plusieurs associations ont mis en place des **centres de conseil** dans leurs zones d'intervention. Grâce à ces centres, les personnes en situation difficile ont pu **se confronter avec leurs pairs ainsi**



qu'avec du personnel spécifiquement formé et obtenir un soutien et des conseils. Ça leur a permis de surmonter la difficulté initiale à reconnaître leur situation. Le fait de **parler séparément par genre a facilité des conversations libres et approfondies**. Les associations constatent que **la présence de ce type de centre contribue à réduire la violence dans les zones environnantes**, parce que la prise de conscience renforcée de ceux qui participent aux réunions et aux conversations aide à lutter contre le climat d'impunité et d'indifférence qui est souvent perçu autour des VBG. **Ces espaces ont facilité aussi l'engagement des survivantes dans des réseaux plus vastes** et leur implication future dans des activités de prévention ou sensibilisation.

Limitations ou risques

Il y a **deux problèmes principaux** liés à la mise en place de cette pratique : les centres ont besoin d'un **soutien sur le long terme** pour fonctionner et donc d'un financement ou d'un soutien communautaire fort (obtention d'un espace, mobilisation du personnel). La gestion de dossiers particulièrement compliqués peut nécessiter un **accompagnement juridique continu** dans le temps que les associations locales ne sont pas toujours en mesure de garantir.



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



Cofinancé par
l'Union européenne



BONNE PRATIQUE 10

Création de réseaux communautaires

Objectif

Combattre la réticence à dénoncer les VBG et supporter à long terme les survivantes

Contexte et mise en œuvre de la pratique

Il a été remarqué une **perception générale** selon laquelle l'**accès à la justice nécessite du temps et des ressources et**, sur la question du VBG, il est difficile de trouver **des points de référence fiables**. La sensibilisation aide à mieux comprendre le problème, mais il est important qu'une fois effectuée, il y ait des personnes vers lesquelles il est possible de s'orienter dans le quartier ou le village pour avoir un support. Les associations ont donc développé comme bonne pratique la **création de réseaux communautaires** qui traitent en permanence de cette problématique, tant par la formation

qu'en se rendant disponibles pour discuter avec les personnes en difficulté, en les guidant sur les choix à faire. Cette bonne pratique est importante pour plusieurs défis, du moment que **des réseaux communautaires durables et engagés contre les VBG peuvent aider la communication sur le sujet, mettre la pression sur les autorités et faciliter la dénonciation des cas**. Les associations ont créés des comités avec des relais dans des villages et des quartiers qui ont été capables de **détecter plusieurs cas et aider les victimes**, en premier instance en sensibilisant personnellement les familles concernées et, si les résultats n'étaient pas satisfaisants, en les aidant à accéder à la justice. Il est important de souligner que **les relais communautaires** sont des agents qui **ont reçu des formations rigoureuses** et qui travaillent toujours sous la supervision des responsables de ces associations. **La qualité de la formation et du suivi du travail des relais est donc crucial**. Dans ce contexte, il est ressorti l'importance de la méthodologie **Start-Awareness-Support-Action (SASA)** pour structurer l'engagement des réseaux impliqués dans la prévention des VBG.



Cette approche dote les réseaux des moyens pour se mobiliser, encourager leur mobilisation et structuration afin de leur permettre d'agir efficacement pour prévenir la violence à l'égard des femmes. Choisir une méthodologie pour la mise en place de l'engagement des réseaux permet une meilleure participation des femmes et des acteurs locaux et crée un langage commun aux associations actives sur les VBG.

Points de force de la bonne pratique

Les associations ont remarqué que cette pratique a **différents avantages** :

- Les **problèmes peuvent être abordés et résolus rapidement** grâce à l'engagement des points focaux des réseaux.
- Avoir des réseaux basés sur des quartiers et des villages spécifiques permet de **travailler de manière capillaire sur le territoire**, en évitant l'exclusion de ceux qui vivent dans des zones plus isolées ou éloignées.
- Les **personnes ressources** sur le terrain sont capables de **mettre l'attention sur des cas des VBG** souvent négligés, comme le déni de ressources ou la limitation des libertés personnelles.

Reproductibilité

Cette pratique n'implique **pas de coûts supplémentaires** et peut être implémentée par toutes les associations à condition qu'elles travaillent dans des zones où l'association est ancrée et puissent garantir un suivi efficace auprès des points focaux du réseau. **Pour sa reproduction et sa durabilité, il est important d'avoir une méthodologie d'action spécifique des réseaux et des formations** qui soit très soignée et précise, car les points focaux doivent gérer des situations délicates.

Témoignage du projet

Plusieurs associations dans les provinces du Logone ont mis en place des réseaux de quartiers ou de villages pour faire face aux conflits croissants liés aux VBG.



Les actions des points focaux ont permis d'identifier divers cas qui ont créé des tensions dans certains contextes familiaux et, grâce à leur légitimité et à leurs connaissances, ils ont pu persuader les personnes impliquées de se comporter de manière appropriée. La menace d'éventuelles poursuites judiciaires soutenues par l'association a généralement servi de **moyen de dissuasion pour éviter la récurrence du VBG** et avoir un impact dans les quartiers et villages d'intervention. Ça a aussi contribué à **renforcer l'idée que les conflits et les malentendus peuvent être solutionnés avec le dialogue** et que pas seulement les femmes mais les hommes aussi peuvent changer leur attitude envers certains sujets pour garantir l'harmonie dans le ménage.

Limitations ou risques

Il y a **trois enjeux principaux à prendre en compte** dans cette pratique : les **réseaux sociaux doivent être soigneusement constitués** et leurs membres choisis pour représenter la diversité ethnique et culturelle du quartier ou du village d'intervention, afin d'éviter que certains groupes ne se sentent exclus ou menacés par une telle initiative. **Les points focaux doivent être clairs sur le fait que leur formation** ne vise pas nécessairement à pacifier les familles en conflit, mais à **éviter la violence sexuelle et sexiste**. Ils ne doivent donc pas chercher des solutions à l'amiable, mais **protéger la partie menacée**. Enfin, si l'implication des autorités officielles par les voies légales s'avère nécessaire, ces réseaux peuvent **ne pas avoir l'expertise** ou la capacité d'offrir un soutien efficace.



Support des médias contre l'impunité

Sensibiliser l'opinion publique sur l'importance de protéger les survivantes de VBG

Un grand **défi à la durabilité** des actions contre les VBG est représenté par le **manque de sensibilité des autorités** sur ce sujet. Souvent les responsables de violence peuvent éviter les processus grâce à des amitiés parmi les forces de police ou les autorités locales. Même après des arrestations effectuées pour des violences reconnues, les associations ont parlé d'auteurs de violences libérés grâce à leur pouvoir et de cas dans lesquels les survivantes se sont senties menacées une fois la clameur de la plainte initiale passée.

Il est donc **important de trouver un moyen de garder l'accent sur cette question et sur les histoires spécifiques des femmes potentiellement à risque. La bonne pratique** que les associations ont développée pour ce problème d'impunité est la **pression médiatique**. Il s'agit d'une pratique qui **aide la durabilité des actions** des associations : comme il est difficile pour les associations de supporter sur le long terme les survivantes qui ont décidé d'aller en justice pendant le processus juridique, réussir à **garder un bon niveau d'attention dans l'opinion publique** est important pour garantir leur sécurité. Dans ce sens, un **plan stratégique de communication** avec les médias est un outil qui appuie beaucoup les associations, en permettant d'officialiser les temps et la fréquence des communications sur le sujet des VBG pour s'assurer que la sensibilisation atteigne plus de monde et qu'elle perdure ; et assurer aussi une coordination pour supporter des cas spécifiques qui peuvent demander une attention particulière.





Points de force de la bonne pratique

- Maintenir l'attention du public sur le problème de la VBG par une communication régulière.
- Protéger les personnes à risque en exposant les agresseurs potentiels ou impunis.

Reproductibilité

Toute association peut avoir un plan de communication et, grâce à la formation, avoir une partie de son personnel qui se concentre sur l'information régulière de l'opinion publique, la communication efficace avec la presse et la diffusion d'informations claires et vérifiées. En ce qui concerne l'accent mis sur des **cas spécifiques**, cependant, pour protéger les personnes à risque, il est **important que l'association connaisse bien le territoire dans lequel elle opère et gère les informations de manière éthique.**

Témoignage du projet

L'une des associations actives au sud a **supporté une jeune femme qui avait subi de la violence** au niveau du foyer familial. La jeune femme avait décidé d'abandonner son village et de déménager chez des parents plus éloignés par crainte de représailles en attendant le procès contre son ex-partenaire violent. Ses craintes s'étaient avérées fondées : en effet, le ex-partenaire a non seulement réussi à sortir de prison grâce à ses contacts personnels, mais il a pu trouver la femme pour la forcer à revenir avec lui.

L'association qui aidait la femme a informé la presse de l'incident, exposant le fait qu'une personne fortement soupçonnée de violence avait pu retrouver la liberté pour agresser sa victime. Grâce au tollé soulevé, l'homme a été arrêté à nouveau et n'était plus en mesure d'emmener des menaces ou d'autres attitudes similaires, tandis que la jeune fille a pu rebâtir ses relations sociales dans le nouveau contexte où elle s'est déplacée.

Limitations ou risques

Le **principal élément de risque** de cette pratique est lié au **danger d'une utilisation incorrecte ou inappropriée de l'information** et donc à l'importance qu'au sein des associations qui entendent la mettre en œuvre il y ait des personnes formées capables de contacter des médias de qualité, pour éviter la diffusion de fausses informations, de données sensibles ou de méthodes de diffusion qui génèrent des réactions opposées à celles souhaitées.

Le projet : **Le défi de la crise oubliée au Tchad : les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre**

HUM/2018/400-608



Contre les violences basées sur le genre,
ENSEMBLE, NOUS POUVONS



ACRA est une organisation non gouvernementale, laïque et indépendante, engagée depuis plus de 50 ans dans la coopération internationale, la protection des droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. ACRA est née au Tchad en 1968.



Cellule de Liaison et d'Information des Associations

Féminines (CELIAF) : représente un réseau de 1287 OSC travaillant pour contribuer à l'éradication de toute forme de discrimination des femmes et au renforcement des capacités des OSC affiliées en droits de femmes, éducation, santé reproductive, leadership politique.



FAWE Tchad (Forum des éducatrices africaines) :

ONG du réseau panafricain, œuvre pour l'autonomisation des femmes/filles à travers l'éducation sensible au genre.



Centre de Recherche en Anthropologie et Sciences

Humaines (CRASH) : créé pour promouvoir les recherches scientifiques dans les domaines des sciences humaines.



Radio Associative FM Liberté : fondée par une plate-forme d'associations de défense des droits de l'homme (2000), a su s'imposer comme espace de liberté, défense de la démocratie, débat politique et d'information générale et a fait de droits humains sa ligne éditoriale.







Cofinancé par
l'Union européenne





Cette publication a été réalisée à travers l'appui de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ACRA et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Union Européenne.





www.acra.it

OSC QUI ONT PARTICIPE AUX ATELIERS DE CAPITALISATION





projet « *Le défi de la crise oubliée au Tchad : les OSC luttent contre les VBG* » contrat n. HUM 2018/400/608





OSC	Projets	Lieu d'exécution	Email	Téléphone
ARED 	Djin-ndo Diyang : lutter contre les violences basées sur le genre par la promotion des droits des femmes et des filles dans le Mandoul	Mandoul	enfantared@yahoo.fr	66 34 04 37
ESEDD ONG 	Projet d'appui aux couches vulnérables dans les deux Logones	Logone Occidental et Logone Oriental	coordo_national@esedd.org /mzakain@esedd.org	65 01 03 07/91 73 54 74
UFEP 	De l'ombre à la lumière... Agir pour un monde équitable et égalitaire	Logone Occidental	nodjitirebecca@yahoo.fr ; infos.ufep@gmail.com	66 26 51 67/99 49 09 71
Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad (APLFT) 	Action pour la réduction des violences sexuelles et sexistes	Logone Oriental et Moyen Chari	aplft91@gmail.com	66 28 10 73/66 42 23 57




ACORD Tchad 	Appui à l'amélioration des droits des femmes et à la protection juridique des femmes et des filles contre toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles dans la province de Salamat	Salamat	seid.sultane.@gmail.com / seidsultane.acordtchad@gmail.com	66 23 27 47
BASE 	Prévention et lutte contre les violences à l'égard des femmes et des jeunes/adolescents dans le Logone Occidental	Logone Occidental	manoufi.dahab@base-tchad.org /manoufi@gmail.com	(+235) 22 52 30 60/66291801
CEFOD 	Interagir pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants	Ndjamena	directeurcefod@gmail.com	65 45 16 67
COULOIR HUMAINITAIRE DU TCHAD (CHT) 	Lutte contre les VBG et l'émancipation des femmes	Ndjamena	abdallah@yahoo.fr	63 13 03 03/99 28 53 63

RADIO KAR UBA SOLEIL FM 95 MHZ 	Briser le silence autour des violences faites aux femmes	Moundou	banhoudel@gmail.com	66 26 23 19/99 38 34 50
MUDESOF 	Action de lutte contre les VBG en faveur des femmes et filles	Ndjamenà	madjinice@yahoo.fr	66 37 36 43/95 27 43 30
ASSOCIATION MAISON HUMANAIRE (AMH) 	Lutte contre les VBG et l'émancipation des femmes	Ndjamenà	atchoroma84@gmail.com	65 97 03 83/66 02 63 88
GROUPEMENT BANAT AL BAGGARA 	Projet de lutte contre les VBG en milieu scolaire dans la ville de Ndjamenà	Ndjamenà	payanfou1515@gmail.com	66208767/66308535/66523090





CESER 	Action plus pour combler les lacunes critiques non ciblées en matière de protection et d'assistance aux filles et femmes réfugiées déficientes intellectuelles	Ndjamena	cesert@yahoo.fr	66 34 89 53/99 41 06 17
ATPDH 	Lutte contre les MGF au Tchad en faisant la promotion de l'initiative sans excision	Ndjamena	atpdh.tchad@gmail.com	66 28 83 88
CERAD 	Appui au renforcement de la résilience des femmes chefs de ménage et à la lutte contre les VBG dans la commune de 7e Arrondissement de Ndjamena	Ndjamena	reseaucerad@gmail.com naomienahim@gmail.com	66 29 91 74/66 25 07 73
APDE 	Action de lutte contre les VBG à travers les écoles coraniques	Ndjamena	apdetchad@gmail.com mhtabdou55@gmail.com	60 60 0760/95 64 00 00
ONG AADL 	violence faite aux femmes et filles dans le 9e Arrondissement Walia: prévention et protection	Ndjamena	sindeudama@gmail.com	66 40 86 60/62 00 10 81




DIANNODJI 	<p>Approche communautaire de prévention des VBG notamment les pratiques traditionnelles néfastes dans la commune de de Kara, département de la Pendé, logone oriental</p>	Logone Oriental	associationdiannodji@gmail.com	66 27 50 98/66 26 16 82
AFGCT 	<p>Appui à la lutte contre les violences faites aux filles et adolescentes en milieu scolaire</p>	Ndjamena	yankluc@yahoo.fr yamtourbayeodile@gmail.com	66 20 97 13/91 74 80 16
SDSFPV 	<p>Sensibiliser sur l'utilisation des toilettes en milieu scolaire par les filles en période de menstruation</p>	Ndjamena	ongsynergi@gmail.com	66 32 05 73
AFBETPDSE	<p>Renforcement des capacités des femmes et filles contre les VBG</p>	Ndjamena	afpdse@gmail.com	66 55 77 88/90 63 48 38
OHPIDEL 	<p>projet de lutte contre les pratiques discriminatoires dans la ville de Ndjamena</p>	Ndjamena	Coordination.ohpideltchad@gmail.com ohpidel1217@gmail.com	60 30 33 82





ASCNDT 	Prévention et lutte contre les violences à l'égard des femmes et des filles	Ndjamena	Lobomaurienne@yahoo.fr	66 28 98 56/91 93 51 24
RAGFHT 	communication sociale, TIC et medias pour la prévention du mariage des enfants dans la province de Ndjamena	Ndjamena	ragfht@gmail.com	66 23 48 17
LTDH 	Lutte contre les MGF et VBG dans les localités de Moissala et Goundi	Moissala	vbaldal@yahoo.fr	66 29 39 56/ 99 90 12 56
FEMA+ 	Formation professionnelle et réinsertion socioéconomique en faveur des mères célibataires et filles mères à Bodo, chef-lieu du département de Kouh Est	Logone Oriental	Ndilta1973@gmail.com	66 37 23 70/ 98 62 35 34/66 29 71 05





APEF 	Renforcement du mécanisme de protection et d'autonomisation de la femme et fille	Ndjamena	negobade@gmail.com	68 60 65 40/68 29 59 74/66 4566 98
AL AFIA 	Lutte contre les mariages précoces et forcés à Ndjamena	Ndjamena	kadidjabechirido19@gmail.com	66 27 47 09/90 90 38 19
MUFEMA	lutte aux pratiques discriminatoires (sensibilisation- formation)	Ndjamena	laramufema247@gmail.com	66 86 70 15
ONG CSJEFOD 	Projet d'accès aux droits des adolescentes et jeunes filles en situation sociale vulnérable et victimes de pratiques dites néfastes par le biais du centre d'écoute, d'assistance juridique et judiciaire de l'ONG CSJEFOD	Ndjamena	organisationcsjefod@gmail.com contact.csjefod2007@yahoo.fr	66 30 11 04/91 24 16 79
YANGAPELLÉ 	Projet de construction d'un atelier de couture et formation en technique de couture mixte	Ndjamena	pihoulnembahwassing@gmail.com	66 45 50 70/66 78 54 11
ADEFOP 	Projet de renforcement de l'autonomie économique des victimes de VBG de la commune du 1er Arrondissement de Ndjamena	Ndjamena	madjielie@gmail.com	65 86 47 20/ 66 46 44 60






ASSOCIATION ALMAAWANA 	Appui à l'autonomisation et à la réinsertion socioéconomique des filles de la rue et des filles mokolo	Ndjamena	amanigoundoul@gmail.com almaawana@gmail.com	66 27 00 28/66 27 22 48
INGEERING GROUPE 	Formation des filles en électricité et la prise en main du solaire pour lutter contre les VBG	Moundou	berendoubabebertin1@gmail.com	60 19 71 75
ASSOCIATION D'ECHANGE CULTURELS KADJA KOSSI 	Le défi de la crise oubliée au Tchad, les OSC luttent contre les violences de genre	Ndjamena	mmkadjakossi@yahoo.fr	66 29 71 24/ 95 19 79 20
ASSOCIATION DES MERES D'ELEVES	Plaidoyer et sensibilisation contre l'exode rural dans le canton Bekamba	Koumra	RAS	65 73 98 22
ASSOCIATION FEMME, UN PROGRES 	Réduire le mariage précoce et promouvoir la scolarisation des filles	Koumra	claireyankemadji@gmail.com	66 43 40 75/91 22 91 73

GROUPEMENT FEMININ MADJIYABÉ	Plaidoyer et sensibilisation contre la persistance de la MGF pour une promotion socioéconomique de la femme et fille en milieu rural	Koumra	RAS	65 05 5069/60 77 66 25/ 90 40 65 83
OFDA	Lutte aux pratiques discriminatoires : Accès aux terres par les femmes	Koumra	RAS	66 10 63 31
UGFDK/B	Projet d'appui à la création d'un atelier féminin de formation en couture à l'intention des filles mères	Koumra	RAS	62 31 48 76/98 24 89 68/66 10 63 31
ASVED 	Luttes aux pratiques discriminatoires contre les attitudes et pratiques liées aux normes sexo-spécifiques dans le canton de Dembo	Koumra	dkasram@yahoo.fr	66 29 53 89/92 48 28 09
GRUPEMENT OHO MINDENEFO 	plaidoyer et sensibilisation contre la persistance des MGF pour une promotion socioéconomique de la femme et fille	Koumra	RAS	65 03 50 57/93 06 70 94
GRUPEMENT OPH 	Projet de plaidoyer pour la scolarisation et l'accompagnement des filles handicapées de la province de Mandoul	Koumra	RAS	66 65 74 58/63 86 40 88
COOPERATIVE DJOITANA 	Lutte contre le mariage d'enfants et promotion de la scolarité des filles dans la commune de Koumra	Koumra	RAS	63 24 97 87/ 63 35 82 11/66 45 78 74






ASSOCIATION CARING IS CHARING FONDATION 	Projet de protection des enfants contre les VBG dans le canton de Koumra	Koumra	RAS	66 24 60 77/91 18 63 47
GROUPEMENT FEMININ TARINAN 	Jamais sans moi pour lutter contre l'excision et le mariage précoce	Koumra	RAS	63 01 69 48
DIAN OTOBE DE BEDAYA CEFODAV 	Lutte contre l'excision et le mariage précoce des enfants de Kemkada	Koumra	RAS	63 87 53 94
	projet d'insertion et d'autonomisation des déficients auditifs et visuels	Koumra	cefodavcenter@gmail.com	66 64 72 60/92 09 57 04

GROUPEMENT DIYAN RABÉ 	Lutter contre la persistance des MGF/Excision pour une promotion socioéconomique de la femme et fille en milieu rural	Koumra	RAS	62 72 33 96/65 04 96 80
UNION GROUPEMENT KOUDJIKETE	Lutte aux pratiques de mariage précoce	Koumra	RAS	60 04 96 80/66 44 66 24
GROUPEMENT ISTIFAC 	Formation en couture des filles mères et filles déscolarisées	Moissala	RAS	66 61 37 84
GROUPEMENT LE REVEIL 	Sensibilisation et création des cellules de liaison de protection en VBG dans les villages, cantons et sous-préfectures de Bouna	Moissala	RAS	66 62 94 14/90 46 51 33
ASSOCIATION AJDBS 	Appui à la réinsertion socioéconomique	Moissala	kadadoum2nk@gmail.com	66 78 81 80/99 10 33 99

Coopérative des Femmes Transformatrices des Produits agricoles (MADJIOLOBE) 	Lutte contre les pratiques néfastes : MGF	Moissala	RAS	66 46 61 29/66 67 19 04
FONDATION DIEU BENIT 	Construction de bloc latrine et toilettes aux alentours du marché central de Moissala	Moissala	RAS	66 66 14 19/63 70 69 98
MUFEC	Raa-alta (Plus jamais)	Sarh	neloumtageorgine@gmail.com neloumta@yahoo.fr	66 30 21 46/99 61 75 77
AGT DIOCESE DE SARH 	Stop aux VBG dans la commune de Sarh	Sarh	agtsarh@gmail.com	66 42 98 36/98 15 35 80
GRPT KOUMTÉ 	Lutte contre les MGF	SARH	RAS	63 20 67 97/92 28 58 13

GROUPEMENT MADJIABÉ 	Appui à la lutte contre le mariage précoce des jeunes filles de la commune de Sarh	Sarh	RAS	66 37 58 50
RJDLT 	Schoolgirls for Dev	Sarh	miantom.papin@gmail.com	66 81 37 07/63 46 40 50
GROUPEMENT FEMININ DYAN ITOBÉ 	Lutte contre les violences conjugales	Sarh	RAS	92 32 04 21
ASSOCIATION LONODJI 	Lutte contre le mariage des enfants mineurs	Maro	mekirichemr@gmail.com	60 56 19 16/93 88 71 13
ASSOCIATION DES ENFANTS ORPHELINS "NE-KOUL ALDJE " 	promotion de l'engagement communautaire contre les VBG dans le département de la Nya Pendé.	Goré	neekoualdje@gmail.com	66 18 03 85






ASSOCIATION TROUPE THEATRALE SHALOM 	Assistance pour la scolarisation des jeunes filles mères et femmes victimes des VBG dans la commune de Goré	Goré	remyndodjim@gmail.com dangsalanelson88@gmail.com	60 07 02 23/63 88 60 69
DORKAS 	lutte contre les pratiques discriminatoires	Goré	RAS	63 41 68 35
APROFODEL 	Projet de renforcement de l'égalité homme-femme	Doba	dngondingamian@yahoo.fr	66 25 63 98
GROUPEMENT AL ESTIFACK 	Promouvoir et améliorer la vie des survivantes du mariage précoce	Doba	RAS	63 69 09 37
ATEKOR 	Lutte contre les MGF	Doba	boukanri.justine@yahoo.fr	66 25 25 20/62 68 46 12



GROUPEMENT ESTHER 	Assistance aux femmes victimes de violences familiales dans la commune de Doba	Doba	kasseungbet@gmail.com	63 36 00 62/99 82 25 50
AFED	Projet d'appui à la création d'un centre d'apprentissage à la filature des filles mères à Bodo	Doba	RAS	65 26 23 65/65 23 70 26
APILD 	Lutte contre la consommation abusive d'alcool source de VBG sur les femmes/filles	Doba	philippe.betoloum@yahoo.fr	63 17 66 03/99 87 82 01
GROUPEMENT MENDA 	Lutte contre le mariage précoce	Doba	groupeMenda@yahoo.fr	66 13 34 68/92 59 98 58
GROUPEMENT DES VEUVES UNIES 	La sensibilisation de proximité des jeunes foyers	Doba	RAS	66 25 51 69
AFED-LOR 	Projet d'appui à la prévention des violences faites aux femmes et aux filles	Doba	afedlor@gmail.com	63 41 48 52

UFEP 	Protection des filles mineures	Doba	ufepdoba@gmail.com	66 25 47 44/66 03 55 27
COOPERATIVE KOSGUINA DE BEBOTO 	La participation des femmes aux revenus des productions pour l'amélioration de leur condition	Doba	kosguina@gmail.com	66 82 33 92
ASSOCIATION KAG-NDIL 	Halte aux VBG dans le canton de Mberi	Doba	kagdil@gmail.com	66 79 50 36
APEF 	Lutte contre les violences à l'égard des filles et des femmes et promotion de l'éducation des filles	Doba	Mogorom.djiko@gmail.com	66 20 60 09/99 20 60 09
ASPAD 	Contribution à l'amélioration des conditions de vie socioéconomiques des femmes et jeunes filles vulnérables dans les communautés rurales de kaba Roangar et Oudoumian	Goré	betodillah28@gmail.com	66 39 15 12/66 87 07 70
ESEDD 	Projet de prise en charge clinique et psychosociale des survivantes aux VBG dans le Logone Oriental	Moundou	coordo_national@esedd.org mzakain@esedd.org	65 01 03 07/91 73 54 74


UGFMD 	Contribution à la lutte en faveur des femmes et filles victimes de VBG	Doba	Basile.mboinbe@gmail.com brigitte1.rokoulet@gmail.com	66 41 01 21
------------------	--	------	--	-------------



AFASALES 	Mise en place, formation et sensibilisation contre les VBG	Salamat	RAS	99 29 57 96/66 93 32 84
GROUPEMENT AMBASSATNA 	L'élevage de pintades pour une autonomisation des femmes	Salamat	RAS	99 79 86 25/63 41 45 56
GROUPEMENT AL HILWINE	Projet de sensibilisation et prévention contre les violences faites aux femmes dans la commune d'Amtiman	Salamat	RAS	99 25 95 34
AFMC 	Réductions de la vulnérabilité des survivantes aux VBG	Moundou	dendjimantoinette@gmail.com	66 67 25 07




AGRO BUSINESS CENTER CHAD 	Agro business, une autonomisation durable des femmes victimes des VBG dans le département Dodge/Beinamar	Moundou	gueremjuste@yahoo.fr	66 42 99 30
AFML 	Formation en entrepreneuriat féminine	Moundou	mbaihonmarelsimplice@gmail.com	62 14 15 97/66 7690 02
Asso MAVI 	Formation des femmes victimes de VBG en culture maraichère à travers une irrigation goutte à goutte	Moundou	Gueremjuste5@gmail.com	62 03 93 14/91 32 56 87
GROUPEMENT JATELMADJI	L'accompagnement, le renforcement des capacités de la scolarisation des filles mères	Moundou	RAS	63 30 45 59
ASSOCIATION CIBLE OF MANAGEMENT CONSULTING 	Engagement communautaire contre les VBG	Moundou	maouchristophe@gmail.com	66 73 31 02
ASSOCIATION LAPIA	Appui aux mères d'enfants du jardin d'enfants Lapia dans leur AGR	Moundou	noudjikoua3@gmail.com	68 29 85 28/62 02 09 91
ADESEP 	Formation en entrepreneuriat féminin	Moundou	wongueazor3@gmail.com	95 45 86 39




NADELECI 	Formation aux femmes et soutien aux filles déscolarisées	Moundou	nguenddi@gmail.com	66 73 01 35/63 09 29 02/66 75 12 50
GCSS 	L'appui à l'autopromotion des filles migrantes, travailleuses domestiques dans la commune de Moundou	Moundou	ganguoncelstin@gmail.com	66 29 88 96/99 27 19 34
COMPLEXE BIOBERALINE 	Le vivre Ensemble et l'autonomisation de la femme	Moundou	doumramartin@yahoo.fr	66 26 72 46/99 70 08 53


ASSOCIATION SHALOM	Protection des orphelines et des domestiques	Doba	assoshalom2014@gmail.com	66 37 52 90/66 47 80 25
---------------------------	--	------	--	-------------------------

UNION SAID AL AWINE	Renforcement des capacités économiques des familles, des femmes et filles à risques ou victimes pour combattre le mariage des enfants à Ndjamen et ses environs	Ndjamen	Said_al_awine@yahoo.fr mamimoumin@gmail.com	66 53 93 43/66 16 84 52
AME DE BESSIRA 	Projet de scolarisation	Koumra	RAS	60 57 36 40/62 35 23 44

GRPT FEMININ SABOUR NASSOUR 	Projet de scolarisation des filles mères de la commune de Koumra	Koumra	RAS	99 55 61 82
ECOLE COMMUNAUTAIRE LA FLORAISON 	Prévention et sécurisation des filles de l'école la floraison à leur émancipation	Koumra	RAS	66 47 49 23
APE ELITES	Construction de 2 hangars améliorés des filles	Koumra	RAS	66 10 97 42
APE JARDINS LUMIERES	Construction de 2 latrines, 2 dispositifs de lavage de main au jardin d'enfants la lumière à Koumra	Koumra	RAS	66 45 64 00/90 46 37 63
AME ECOLE DE MOUSSININI	Micro projet d'appui aux initiatives inventes pour le maintien et le suivi des filles à l'éducation sans risque de l'école de Mousnini	Moissala	RAS	60 99 80 55
APE BOURO	Appui Matériel pour construire un hangar amélioré pour garantir l'éducation sans risque des filles	Moissala	RAS	66 68 99 47
APE/MOURON	Construction bloc latrine un hangar amélioré pour garantir l'éducation sans risque des filles	Moissala	RAS	68 61 11 07/91 89 67 31
APE LYCEE MODERNE DE MOISSALA	La sécurisation d'élèves	Moissala	RAS	68 98 36 50
APE COMPLEXE AVENIR	Construction de latrine et douche à l'école complexe Avenir	Moissala	RAS	66 97 07 95/92 30 15 60
AME GROUPEMENT TEKOR	Appui à la scolarisation des jeunes filles mères vulnérables dans la	Sarh	RAS	66 87 57 73

	garderie communautaire, quartier Tombalmbaye à Sahr			
AME GRPT NASO 	Construction d'une latrine à 3 compartiments pour les élèves filles et garçons de l'école Tatale dans le 5e Arrondissement de la ville de Sarh	Sarh	makballet@gmail.com	68 24 82 60
APE ECOLE COMMUNAUTAIRE BAPTISTE 	Fabrication de tables bancs à Danamadja	Maro	RAS	66 19 68 58
APE ECOLE COMMUNAUTAIRE BAPTISTE B 	Fabrication de tables bancs à Danamadja	Maro	RAS	62 55 14 40

COLLEGE MARIE COLLETTE DE MARO 	Lutte contre les VBG	Maro	RAS	63 80 99 70
AME ECOLE NELMBI 	Bourses d'études aux filles mères et orphelines	Maro	RAS	63 65 63 03/92 13 89 56
APE DE BECANAN	Réalisation d'une latrine et stockage de vivres	Maro	RAS	66 53 47 85
APE ECOLE DE BELOM	Soutien économique aux ménages vulnérables pour l'accès et le maintien des filles à l'école	Maro	RAS	62 72 41 91
APE ECA DANAMADJA	Complément de la clôture de l'établissement à Danamadja	Maro	RAS	66 71 09 91/66 72 99 08
AME ECOLE PRIMAIRE DE L'ACT/MARO	Bourses d'études aux filles mères à risque	Maro	RAS	63 86 36 53
AME BECANAN	Soutien économique aux ménages vulnérables pour l'accès et le maintien des filles à l'école	Maro	RAS	65 93 00 25
APE DE RIDINA 	Action pour réduire l'échec scolaire des filles dans le village de Ridinan/Moyen Chari	Maro	RAS	90 20 61 34

AME PARI SARA	Achat de kits hygiéniques	Maro	RAS	98 68 29 47/95 71 73 37
ECOLE COMMUNAUTAIRE BON SAMARITAIN DE MARO	Conception de tables bancs	Maro	RAS	66 46 71 49/92 00 47 53
APE LYCEE- COLLEGE ARCHANGE DE DANAMADJA	Protection et prévention des mineures contre les abus sexuels	Maro	theodjinoubate@gmail.com	66 13 38 54/66 74 46 89
UCASED 	Projet d'appui pour la lutte contre les VBG en milieu scolaire et l'autonomisation des jeunes filles	Maro	bourinri@gmail.com	66 70 61 87
APE ECOLE PRIVEE LA COLLINE DU SAVOIR DE BEDAYA A GORE	Mécanisme de prévention et de protection	Gore	laoungou@yahoo.fr	66 31 91 76/99 47 82 18
APE ÉCOLE OFFICIELLE DE HOLNARA	Construction de latrine scolaires améliorées et KIT d'hygiène aux filles	Moissala	RAS	66 385429
APE/AME ÉCOLE OFFICIELLE DE DILINGALA	Electrification de l'école	Moissala	RAS	62278314
APE DE L'ÉCOLE DE MOYO	Contribution approche communautaire	Haraze	RAS	63727697
APE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE MOISSALA	Distribution des kits d'hygiène aux filles du CEG de Moissala	Moissala	RAS	66701311
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT CULTUREL ET ECONOMIQUE de la Grande Sido (ADCEG)	Bourse d'études pour les filles mères et filles à risques	Maro	RAS	66853806



GROUPEMENT TARMADJI	Appui à l'autonomisation et à l'amélioration des conditions de vie socio-économique des femmes du Groupement TARMADJI pour la consolidation de la résilience	Moissala	RAS	66654217
GROUPEMENT AL- MIZANE DE MOISSALA	Formation de filles mères en tricotage avec machine	Moissala	RAS	66179922
SESDEV	Les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre	Haraze	Makycheikhadine@gmail.com	66240964/99240964

